

## TRAVAIL DE GROUPE

Janvier - Février  
1957

### S O M M A I R E

- Avant-propos, page I.
- L'insurrection hongroise, page 3.
- De quelques réactions politiques aux événements de Hongrie, page 25.
- La révolution chinoise (suite et fin), page 49.
- Eléments de l'économie marxiste, page 77.

- : - : - : - : - : -

### AVANT-PROPOS

On ne s'étonnera pas si la moitié environ de notre fascicule est consacré aux événements de Hongrie; ils ont donné lieu à de telles falsifications et provoqué une telle orgie de spéculations démocratiques qu'il nous fallait, même à l'échelle réduite du groupe et des sympathisants, définir notre propre point de vue.

Par contre, en face de la propension que manifestent la plupart des groupes dits "d'avant-garde" à surestimer les perspectives ouvertes par la révolte de Budapest, nous avons cru nécessaire d'affirmer notre attachement prioritaire à l'étude de la théorie et nous avons accolé à nos articles sur la Hongrie un document dont la traduction était prête depuis un certain temps déjà: "Eléments de l'économie marxiste". Ce faisant nous n'avons pas seulement en vue de commencer par le début notre apprentissage de la théorie, mais aussi de nous rendre capables d'en démontrer l'importance et l'efficacité.

L'opinion commune à l'égard de l'étude de la théorie se réduit à peu près à ceci: c'est une tâche fastidieuse et dépourvue d'intérêt pratique. Non seulement cette opinion est fautive, mais encore se fonde-t-elle sur une représentation tout à fait erronée de ce qu'est en réalité le "travail théorique", ainsi appelé suivant une expression très discutable, mais que le jargon politique a consacrée. Nous mêmes, qui sommes pourtant convaincus que la tâche préalable à toute reconstruction organique des forces prolétaires réside dans une sorte de "reconquête" de la théorie, c'est à dire dans l'assimilation par nous tous, jeunes et moins jeunes militants révolutionnaires, des grandes lignes de la doctrine marxiste nous ne pouvons intégralement en apprécier toute la profondeur et toute la richesse si nous n'allons toujours plus de l'avant dans l'étude de la géniale synthèse entre le mouvement des forces

économiques et la connaissance de leur propre mécanisme appliquée à l'histoire et à la politique. Or le texte que l'on trouvera en fin de fascicule ne se borne pas à nous donner les définitions des catégories classiques de l'économie capitaliste selon Marx (et ce d'une façon bien plus vivante que dans bien des brochures de vulgarisation), mais dès la première note nous projette au coeur du grand combat qui oppose l'économie marxiste à l'économie bourgeoise vulgaire.

C'est bien de combat en effet qu'il s'agit à ce propos et rien ne saurait mieux que ce texte montrer l'importance pratique de la théorie; pratique, non pas dans le sens qu'une telle argumentation peut fournir à nos chers camarades activistes une recette d'agitation ou quelque bonne formule pour mettre en branle la base ouvrière, mais pratique dans le sens historique et universel du terme: la force et la lucidité du mouvement révolutionnaire de demain dépendent dans une grande mesure de la démonstration du caractère scientifique - au sens rigoureux du mot - de la théorie marxiste. Ce caractère est contesté, non seulement par les économistes de l'école bourgeoise décadente, très intéressés, cela va de soi, à prouver qu'il n'est pas possible de vérifier scientifiquement les lois de l'économie (en particulier la loi dite "de la valeur") afin de dénier au prolétariat tout droit historique à promouvoir sa solution de classe, mais aussi, quoique de façon inconsciente sans doute, par ceux qui, pour justifier cette solution, font intervenir une sociologie où la psychologie et l'improvisation se substituent aux lois économiques.

Que cette dernière méthode, qui a déjà eu des précédents historiques avec les figures bien plus hautes en couleurs des syndicalistes soréliens, cache sous l'activisme et la phraséologie pseudo-gauchiste un véritable défaitisme de classe, c'est ce que nous démontrerons une prochaine fois à l'aide de nos textes de parti. Pour l'instant nous insistons seulement sur ce premier point essentiel: la démonstration de la valeur de la théorie marxiste équivaut à la certitude que la révolution prolétarienne est déjà contenue dans le cours de l'histoire et qu'on peut à l'avance l'assigner comme objectif aux générations à venir. Il n'y a pas de plus ferme tremplin révolutionnaire que la projection de cette certitude au sein du prolétariat dans les moments où une telle solution s'impose à lui, et même aux autres classes non révolutionnaires de la société, comme seule issue en face d'intolérables misères et destructions. Si cela n'est pas, au sens le plus juste du terme, c'est à dire social, historique, universel, la valeur pratique d'une théorie, les mots n'ont plus de sens.

Qu'on se rassure cependant: nous ne nous fatiguerons pas à en convaincre les activistes, tâche bien au-dessus de nos forces et que nous confions délibérément aux futures secousses sociales qui se chargeront de réduire en miettes l'échafaudage artificiel des "nouvelles théories".

- : - : - : - : - : -

Par suite du manque de place nous sommes contraints de renvoyer à notre prochain numéro le compte-rendu de réunion: "l'accumulation, phénomène capitaliste et non socialiste".



## L'INSURRECTION HONGROISE

### Les désavoueurs se désavouent:

Neuf mois après avoir dénoncé, dans le secret d'une assemblée de Congrès triée sur le volet, les "crimes de Staline" et "sa" pratique de la "répression de masse au moyen de l'appareil gouvernemental", le parti et le gouvernement de l'URSS ont écrasé dans le sang, à la face du monde, l'insurrection hongroise.

Le 25 février 1956, Krouchtchev, premier secrétaire du Parti Communiste de l'URSS, ne s'était pas contenté des révélations que l'on sait sur les "grandes purges" dans lesquelles périrent, entre 1935 et 1938, des centaines de milliers de fils de la classe ouvrière, de militants révolutionnaires obscurs et les chefs de l'opposition bolchévique. Hissant sur le terrain de la doctrine sa nullité de berger parvenu, il avait rejeté au nom du matérialisme historique la thèse stalinienne de l'"aggravation de la lutte des classes sous le socialisme". Puis, retombant à un niveau plus que profane, après les manifestations d'indignation pour le moins tardive et de stupeur pour le moins suspecte de l'Assemblée (I), il ne s'était pas gêné pour accuser purement et simplement de folie maniaque l'homme, hier encore révérend comme un génie, qui en aurait été l'auteur.

Neuf mois après, la centrale de Moscou unanime n'en donne pas moins, en substance, cette explication de la "répression de masse au moyen" des divisions spéciales et blindées de l'armée soviétique contre un peuple censé "construire" le socialisme depuis une dizaine d'années: l'Union Soviétique, rempart du socialisme et de la paix, est intervenue sur la demande du gouvernement hongrois pour sauver le régime populaire de l'émeute FASCISTE, fomentée par l'impérialisme des fauteurs de guerre américains.

Sans brouillage, avec seulement quelques "incidents techniques", le relais Thorez retransmet aussitôt. Le prolétariat français écoute, incertain, mais silencieux. Il y a seulement neuf mois, on l'invitait à méditer les "hauts enseignements" politiques d'un Congrès, qui, liquidant les derniers et informes vestiges des principes communistes, avait voulu se faire passer pour un festival démocratique !

Devant l'avilissement et le désarroi de ce siècle, l'ironie de l'histoire se fait féroce. Mais à cause de ce désarroi même, PAS ASSEZ pour que les ouvriers de France fassent rentrer dans la gorge à tous ces misérables leur immonde accusation contre les insurgés de Hongrie !

---

(I). Sa moyenne d'âge (les 3/5<sup>e</sup> avaient plus de quarante ans) ne permet pas de penser qu'elle ait pu ignorer un épisode aussi décisif de la lutte des classes en Russie !

## Fissures dans la contre-révolution:

Contre elle ce ne sont pas seulement les faits qui hurlent. Ce sont, par leurs contradictions mêmes, les positions prises au sein du ramassis hétérogène qui ose encore s'appeler "communisme". Des déclarations nettes ou réticentes, sympathiques, embarrassées ou enragées selon qu'elles venaient des Premiers polonais et yougoslave, ou du "collège" russe et de la clique française, il ressort clairement que si, en Hongrie, la classe ouvrière s'est portée aux côtés des classes traditionnellement nationalistes sur la voie de la rébellion contre l'URSS, c'est que les conditions imposées au Travail par le régime (ses "fautes" disiez-vous, pédants irresponsables !), la faim, la fatigue d'un effort productif exorbitant, la terreur policière l'y avaient inéluctablement poussée.

Quoi, d'ailleurs, le prouve mieux que l'attitude de Janos Kadar, chef du gouvernement fantoche appuyé sur les chars russes, qui tantôt traite avec les Conseils ouvriers, tantôt les accuse de "contre-révolution" ? Nous, marxistes, ne connaissons ni "coupables" ni "innocents" dans l'histoire, mais seulement des hommes attachés, par delà leurs particularités individuelles, à une LOGIQUE DE CLASSE. S'il est vrai que Kadar s'est suicidé, nous ne nous réjouissons donc pas. Mais nous souhaitons que sa charogne témoigne de ce que sa vie avait impudemment tenté de masquer: la condamnation sans appel du "socialisme" de l'orgie productive par le prolétariat.

"Des agents impérialistes, des provocateurs, on en trouve partout et toujours. Leur activité, ils peuvent la déployer en tous temps et en tous lieux. Ce qu'ils ne peuvent jamais, ni nulle part, c'est décider de l'attitude de la classe ouvrière. S'ils le pouvaient, les ennemis.... du socialisme auraient une tâche beaucoup plus facile."

Qui a prononcé ces vigoureuses paroles, auxquelles un marxiste ne saurait rien trouver d'autre à reprendre que le sens donné au mot de "socialisme" par leur auteur ? GOMULKA, le chef de la "nouvelle" Pologne, toujours alliée à l'URSS, et qui, tout comme cet autre pantin de Tito, a mérité la confiance de celle-ci en reconnaissant... ses INTERETS IMPERIAUX (nous dirons plus nettement impérialistes) au moment critique de l'intervention en Hongrie. Face à ces hommes qui n'ont, on le voit, rien de héros "anti-soviétiques", qui ose faire à la classe ouvrière, non seulement hongroise, mais mondiale, l'injure de nier pratiquement cette thèse ? Le Parti Communiste russe et les contre-révolutionnaires professionnels du Comité Central français, qui, pour un peu, donnerait au premier des leçons d'orthodoxie stalinienne !

Voilà où sont tombés les informes débris de la grande Internationale née d'Octobre 1917 !

Et voilà ce que, jusqu'à preuve du contraire, vous tolérez ici, vous, ouvriers français !

## Lutte de classe et vérité:

L'homme qui a opposé à la pitoyable fable de la "conjuraction fasciste et impérialiste" les paroles plus haut citées n'est

pourtant pas un révolutionnaire: c'est un "communiste national", c'est à dire un serviteur du Capital parvenu à son dernier degré de DEPERSONNALISATION. Mais "nécessité fait loi": après Poznan, qui pouvait gouverner la Pologne ? Ou des hommes ayant encaissé, bon gré mal gré, la vigoureuse leçon de matérialisme historique impartie par les ouvriers qui étaient descendus dans la rue pour des revendications économiques de classe, ou bien un Staline polonais, plus "écoeurant" encore que le "maniaque" dont Krouchtchev a voulu faire le bouc émissaire de ce qui fut une contre-révolution d'ampleur mondiale: bref, un Kadar des plaines de la Vistule. Mais pour porter un Kadar au pouvoir, il fallait une insurrection qui, en Pologne, a été momentanément prévenue, et la défaite de cette insurrection. Pour qu'il y reste, ou que, s'il est mort, lui succède un homme attaché à la même fonction: maintenir la Hongrie dans la dépendance de l'impérialisme russe, il faudra que cette défaite soit non seulement MILITAIRE, mais POLITIQUE. Cette dernière n'est pas acquise, comme le prouve la nouvelle flambée de la grève générale contre la tentative russe de désarmer la population et l'arrestation des chefs du Conseil national ouvrier. Peut-être verra-t-on alors - mais c'est le maximum que l'on peut espérer dans un rapport des forces politiques très défavorable au prolétariat - peut-être verra-t-on, donc, s'instaurer en Hongrie un gouvernement qui remangera l'insulte faite à la classe ouvrière. Dans les deux cas, celui, réel, de Gomulka et celui, malheureusement très hypothétique, d'un pareil gouvernement, c'est la lutte de classe, dans son sens le plus général, qui aura balayé le mensonge cru, assaini l'atmosphère politique. Résultat HISTORIQUE, donc, et non pas cadeau de GRAND HOMME (Gomulka, après tant d'autres, semble déjà en faire figure aux yeux du prolétariat polonais !). Résultat historique sans doute bien mince, en comparaison des objectifs suprêmes de cette lutte, dont les ouvriers hongrois, comme ceux de Pologne, ont montré qu'ils étaient encore à mille lieux, mais résultat révolutionnaire: "la vérité n'est pas, pour le marxisme, un impératif moral, mais c'est l'OXYGENE sans lequel la révolution dépérit et meurt".

### Résurrection du "tas de violents":

Les faits hurlent. Car si le mouvement hongrois s'est bien déclenché et développé comme une REBELLION CONTRE L'URSS; s'il a été donc un mouvement politique non pas PROLETARIEN, mais INTER-CLASSES, "national", c'est cependant dans la grève générale, arme spécifiquement prolétarienne, qu'il a puisé et puisé sa principale force de choc. C'est la classe ouvrière qui lui a fourni le "tas de violents" que, dans les intérêts de la lutte contre le Capital, Engels (I) souhaitait non pas domestiqué par une longue pratique parlementaire (ô renégats de la social-démocratie et du communisme dégénéré !) mais toujours disponible aux moments décisifs de l'histoire.

A un moment et sur un terrain politique où, dans la perspective de la grande rescousse prolétarienne contre le Capital,

---

(I). Voir la fameuse préface de 1895 à "La lutte des classes en France" mutilée par les sociaux-démocrates allemands de façon à faire apparaître Engels comme un légaliste à tout prix; en particulier: Editions Sociales, 1946, page 21.



rien de décisif ne pouvait malheureusement se produire, ce "tas de violents" aura eu le grand mérite de donner à nos prolétariats émasculés d'Occident cet exemple éminemment révolutionnaire: l'appareil répressif, sinon politique, de l'Etat hongrois pulvérisé par l'action directe, et la seconde puissance militaire du monde tenue en échec pendant six jours consécutifs par les seules forces de l'armée illégale du travail !

Pendant dix ans, face aux rebelles de Chine, d'Indonésie, d'Indochine et d'Afrique du Nord (pour ne pas parler des noirs des plateaux africains du Kenya et de leur symbolique "Général China), face à ces peuples qui faisaient irruption sur la scène politique mondiale avec une vigueur vierge et souvent sauvage, la vieille Europe des révolutions a semblé enlisée à jamais dans la phrase électorale, le marchandage électoral, l'impuissance électorale et son prolétariat frappé à mort par le crétinisme parlementaire. Peut-être est-ce là le triste sort qui attend les Hongrois - et les Polonais. C'est même sûrement le sort qui les attendrait si était trop vite satisfaite leur revendication la plus grosse d'illusions et de défaites: démocratie ! Liberté des partis ! Liberté des élections ! Mais en octobre 1956, des rives du Danube, nous sera parvenue cette heureuse nouvelle: l'arme fière, virile et féconde de l'insurrection n'est pas brisée ! Et la "vieille taupe" de Marx creuse toujours, en Europe !

Ce résultat historique: avoir contesté aux peuples appelés et condamnés par leur développement antérieur à une révolution de contenu capitaliste le monopole de l'arme historique de la violence, n'est aucunement négligeable. Mais il ne doit pas dissimuler une dure réalité: cette armée, les prolétaires hongrois, n'ont pas su et ne pouvaient pas, en dépit de tout leur héroïsme, la remettre entre les mains de la révolution socialiste !

### Le premier, non le dernier mot.

Ayant pris les armes les premiers, les ouvriers de Hongrie ont été les derniers à les baisser, et les seuls à tenter de les garder contre les Russes et Kadar.

Dans les rangs clairsemés de l'anti-réformisme (réformisme de style ancien et nouveau, réformisme de substance) il existe toute une bande de petits-bourgeois (I) qui lorsqu'ils ont consciencieusement, patiemment dégagé ce fait de l'amas de boue jeté par Moscou sur le mouvement, sont arrivés au bout de leur latin et ont épuisé leur "science révolutionnaire". Et des prolétaires ardents, mais de vue courte, leur font écho. Aux yeux du marxisme, comme nous nous proposons de le démontrer, et ainsi que l'atteste l'oeuvre classique de Marx et d'Engels sur les différents épisodes de la lutte des classes en France au siècle dernier, ce n'est encore là que le B-A, BA de la sagesse politique.

(I). Nous verrons plus loin, à propos de leur commentaire du programme présenté par la présidence des syndicats hongrois, ce qu'il faut penser de leur "anti-réformisme".

Toutefois, c'est bien de ce fait qu'il faut partir. S'il y avait le moindre doute chez quiconque de nous à ce sujet, c'est l'ennemi qui nous montrerait le chemin: la bourgeoisie, et le communisme dégénéré qui, remplissant (pour moins longtemps, certes, qu'on ne pouvait le craindre avant le XX<sup>e</sup> Congrès (I)) la fonction historique de l'opportunisme, lui bâtit son plus sûr rempart contre les assauts du prolétariat.

Que fait la bourgeoisie devant le mouvement hongrois ? Elle le salue avec des effets de voix étranglée, elle lui tire des coups de chapeau quarantuitards, la bonne âme ! Mais elle affecte de ne voir dans les insurgés que des patriotes, sans distinction de classe, luttant pour cette même indépendance nationale à laquelle le prolétariat et ses aspirations communistes ont été sacrifiés pendant la résistance anti-allemande de 1940-45. Seule cette assimilation monstrueuse du soulèvement avec un mouvement pourri jusqu'à la moelle par les influences délétères de l'impérialisme (en un temps où le soviétique était ALLIE à l'américain !) lui permet de se risquer parfois à mentionner l'existence, à côté des Conseils révolutionnaires, de Conseils ouvriers et à en rapporter les revendications économiques. (Petite revanche de vieillard, cela, contre la servante-maîtresse indispensable, mais braillarde, qu'est pour elle le "communisme" français).

Et que fait le communisme dégénéré ? Il tente de toutes ses forces de DISSIMULER le fait que la puissance du mouvement hongrois lui est venue de la GREVE GENERALE ouvrière. Et quand cela ne lui est plus possible, il va jusqu'à prétendre que les revendications ECONOMIQUES des ouvriers sont contre-révolutionnaires, qu'elles entravent la CONSTRUCTION du socialisme ! C'est un point sur lequel nous reviendrons !

### Le mythe de 1848:

Le sentiment profond, réel, de la classe dominante, c'est Radio Free Europe qui l'a exprimé lorsque, se défendant contre les accusations de bons pacifistes effrayés par l'amoncellement des cadavres et des ruines, elle fit en substance cette mise au point sincère: Moi ? des appels à la révolte armée ? Des promesses d'aide militaire ? Jamais de la vie ! Et si les apparences ont pu parler dans ce sens, voyons, avec mes principes, ça n'était pas une chose à prendre au sérieux !

Non, ouvriers hongrois, qui, trop tardivement, avaient lancé un appel à vos frères de classe des autres pays et, de surcroît, par l'intermédiaire des syndicats de collaboration de classe qui sont pour eux des prisons: **CA N'ETAIT PAS UNE CHOSE A PRENDRE AU SERIEUX !**

Non, la bourgeoisie européenne n'a pas souhaité la résurrection, en plein XX<sup>e</sup> siècle, de cette démocratie romantique et insurrectionnelle de 1848 dont la presse a invoqué le souvenir ! Dès

---

(I). Non parce qu'il y aurait une possibilité pour lui de se "régénérer", mais parce qu'il va vers l'aveu de l'identité de nature entre la société russe et celle de l'Occident.

les journées de juin de cette lointaine année, elle l'avait ensevelie pour toujours. Et la rébellion des ouvriers parisiens avait suffi à la rejeter dans les bras de l'absolutisme dans toute l'Europe ! Depuis, elle s'est acheminée sûrement vers un pouvoir dont le contenu le plus clair, dans ce second après guerre, est un fascisme larvé.

Dès lors, chaque fois que la "démocratie révolutionnaire" a ressurgi dans l'histoire de l'Europe (comme en Espagne en 1936 et, après vingt d'infection impérialiste, aujourd'hui, en Hongrie) cela n'a pas été, ni ne pouvait être, comme contenu réel, positif du mouvement des masses, mais comme son illusion mortelle; non pas comme une promesse d'avenir, mais comme un fantôme du passé.

A une époque où le contenu réel de tout mouvement de masse est l'antagonisme du Capital et du Travail, et sa seule issue positive, la dictature du prolétariat, la "démocratie révolutionnaire" n'est plus qu'un titre de défaites. Mais ce titre, les deux mouvements dont nous avons cité l'exemple ont du moins le droit de le revendiquer, face à tant de palinodies de parlement, du fait des méthodes insurrectionnelles qu'ils ont employées.

Au contraire, c'est un double abus historique que l'on fait en prétendant faire passer sous le drapeau la résistance anti-allemande de guerre, dont l'action s'adossait à celle des grandes armées impérialistes. On sait où cette infâme tentative a fini: dans le gouvernement d'un général auquel le même Comité Central de renégats qui bave aujourd'hui sur les insurgés hongrois ordonnait aux prolétaires français de remettre les armes de la guérilla. Tout ce qu'il en reste, dix ans après, au terme d'un accouchement ministériel laborieux qui a donné naissance à l'"algérien" Mollet, c'est une chanson de partisans dont la moralité la plus claire est dans le refrain: "Nous on crève, NOUS ON TUE", toujours d'actualité... en Afrique du Nord !

Non, la stratégie impérialiste des Etats-Unis ne comptait pas sur la lutte de classe, même dévoyée, dans le bloc russe ! La fable imbécile des "communistes" ne fait encore, dans un sens, que trop d'honneur à l'adversaire qu'ils prétendent combattre (1), mais qu'ils ne ratent pas une occasion de grandir !

Une "démocratie" qui, en presque deux cent ans, n'a pas inscrit à son actif d'exploit plus honorable que d'avoir arraché par la force des armes leurs esclaves nègres aux planteurs du Sud pour les enfermer dans les bagnes sans soleil du salariat; une "démocratie" qui aujourd'hui s'illustre essentiellement par les batailles de confettis et les promenades d'éléphants des kermesses électorales; qui use soit de l'argument insidieux de la pin-up portant son bulletin de vote ("I Like Ike") en guise de cache-sexe, soit de la noble arme du dollar; une "démocratie" à laquelle, donc, même en Technicolor et en Cinérama, un "I848" ne dirait rien; une telle "démocratie" - un tel impérialisme - était par

---

(1). Mais qu'ils se sont proposé pour modèle, au XX<sup>e</sup> Congrès et auquel ils ont fait de honteuses offres de "coexistence pacifique" !



loi historique incapable même seulement se rêver les événements qui, depuis le 23 octobre, convulsent la Hongrie ! Et il ne cache plus l'inquiétude qu'ils lui inspirent.

Derrière l'admiration officielle des bourgeoisies d'Occident pour les insurgés hongrois, il y a surtout de la STUPEUR. Mais en quelle panique cette stupeur ne se serait-elle pas muée si, en ce mois d'octobre 1956, nous étai<sup>t</sup> parvenu une nouvelle fois, des rives du Danube, le grand cri depuis longtemps étouffé, le cri de juin 1848, le cri de la Commune de 1870, le cri de l'Octobre russe de 1917 et celui de la rouge Budapest de 1919: DICTATURE DU PROLETARIAT !

Montrant l'hypocrisie de la sympathie bourgeoise pour les ouvriers hongrois insurgés, les "anti-réformistes" dont nous parlions plus haut ne se sont pas avisés, lorsqu'ils ont crié à la "révolution ouvrière" (1) d'une évidence pourtant frappante: si ces ouvriers avaient non seulement posé des revendications de salariés, mais - pour reprendre la lumineuse formule de Marx - agi comme une "classe de la société bourgeoise QUI NE SOIT PAS UNE CLASSE DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE", l'hypocrisie elle-même aurait fondu comme neige au soleil ! Et la profonde solidarité du capitalisme de l'Ouest, beaucoup moins privé qu'ils ne croient, et du capitalisme de l'Est, beaucoup plus dépersonnalisé qu'ils le disent (1) serait apparue sous un jour bien cru !

#### Comme larrons en foire:

A ce mouvement, tolérable pour elle dans la mesure que nous venons de dire, quel appui, pourtant, la bourgeoisie et les classes qui la soutiennent ont-elles offert ?

L'aide militaire ? Ou même seulement des troupes "pacifiques" de l'ONU ? Si quelque insensé avait fait une telle offre (2), elles se seraient récriées: Vous n'y pensez pas ! Risquer une guerre sérieuse, quand nous avons peut-être encore vingt ans de commerce international fructueux devant nous ! Non, pas de guerre pour des motifs purement idéologiques !

Et en France et en Angleterre la bourgeoisie n'a rien eu de plus pressé, le rival russe accaparé par ses difficultés en Hongrie, que de courir à la grotesque aventure égyptienne, qui était condamnée à l'avance du fait de la volonté bien claire des Etats-Unis de s'installer au Moyen-Orient à la faveur de l'affaire de Suez !

---

(1). Voir la thèse inepte du groupe Socialisme ou Barbarie selon laquelle il existerait une opposition de classe (bureaucratie contre bourgeoisie) entre le capitalisme de l'Est et celui de l'Ouest et entre notre bourgeoisie nationale et le "communisme" français.

(2). C'est ce que, récidivant le crétinisme social-démocrate, la hongroise Anna Kethly est allée quémander aux USA, après avoir fait une première démarche dans ce pays du mercantilisme-roi pour obtenir... un "soutien moral" à l'héroïque mouvement hongrois !!!

Est-ce à dire que nous, révolutionnaires, aurions souhaité une telle intervention en Hongrie ? Il faudrait ne rien comprendre à rien pour le croire ! Ce que nous voulons montrer ici, une nouvelle fois, c'est ce que valait le prétexte "anti-fasciste" de la guerre de 1939, à laquelle nous avons été les seuls à ne pas adhérer ni directement, ni indirectement; c'est ce que vaudrait, demain, le prétexte "anti-totalitaire" d'un nouveau conflit auquel nous n'adhèrerons pas davantage, criant aux naïfs pitoyables qui marcheront encore avec le "truc idéologique": souvenez-vous de 1956, souvenez-vous de la rébellion hongroise !

On aura donc envoyé des médicaments, des vêtements, des vivres mendiés à l'anti-soviétisme imbécile qui en est resté à "l'homme-au-couteau-entre-les-dents" de la propagande bourgeoise des années héroïques de la révolution russe, et à cette charité chrétienne et laïque qui récemment organisait une campagne d'aide aux enfants d'Algérie dont on massacre les pères !

On voudrait bien aussi pouvoir expédier aux Hongrois le souriant Monsieur Hammarskjöld, ce bon commis-voyageur scandinave de l'ONU, pour le soutien "moral": dans leur crétinisme parlementaire internationalisé, les philistins de tout poil ne rougissent pas en effet d'offrir à un mouvement auquel il a TOUT MANQUE pour vaincre, fors le moral, la chose dont ils sont eux-mêmes le plus dépourvus !

Pour un parti révolutionnaire, c'eût donc été un jeu d'enfant de faire crever la baudruche de la propagande bourgeoise à propos des événements de Hongrie. Mais qu'ont fait nos "communistes" nationaux qui ont tant contribué, en toutes occasions, à ressusciter de ses cendres la "démocratie révolutionnaire et nationale" en bons renégats du communisme qu'ils sont ? Ils ont voulu faire passer cette baudruche pour une BOMBE !

C'est que, aussi creuses, inconsistantes, hypocrites et veules qu'elles aient été, les manifestations officielles en faveur de la Hongrie leur assuraient, dans des conditions cette fois plus que scabreuses, le succès d'une manœuvre jusqu'ici infaillible: ouvriers, voyez QUI salue l'insurrection hongroise ! Et vous saurez tout de suite DE QUEL COTE sont vos intérêts !

S'il suffit vraiment des cris de joir bien compréhensibles de la bourgeoisie devant les difficultés d'un rival impérialiste et des contorsions de son loyal opposant le "communisme" français; s'il suffit de cela pour que vous, ouvriers, croyiez que vos intérêts sont du côté de la répression anti-ouvrière, du côté du faux de la plus pure marque stalinienne, mais encore et toujours du côté de l'URSS, la bourgeoisie aura payé au centuple le communisme dégénéré du fier service qu'il lui a rendu lorsque, il n'y a que quelques mois, il votait les pleins pouvoirs au gouvernement de la répression colonialiste française !

Ils s'entendent comme larrons en foire, ces bruyants adversaires ! Il suffit de regarder avec les yeux de la révolution socialiste pour que cela soit bien clair.

Mais tous les glapissements qui se sont élevés des rangs bourgeois parviendront-ils vraiment à couvrir la grande voix qui,

des plaines du Danube, n'a crié que DEUX CHOSES utiles à la révolution, mais les a criées de toutes ses forces: en Occident, vous luttez contre l'impérialisme avec des mots ! Nous, nous luttons par la grève générale, l'insurrection, la VIOLENCE !

Et se peut-il que la piètre manoeuvre des contre-révolutionnaires professionnels du Comité Central du P.C.F et de leurs larbins de plume réussisse à dissimuler le fait qu'entre leur "politique coloniale", dont, reprenant à Marx un mot fameux (1), on pourrait dire qu'"elle s'efforce de refaire le miracle des trompettes de Jéricho", et leurs infâmes calomnies contre l'insurrection des ouvriers hongrois, il existe une éclatante logique qui a pour nom: CONSERVATION MONDIALE DU CAPITALISME ?

### Le grand épouvantail:

Le dénominateur commun des deux propagandes - celle de l'Ouest et celle de l'Est, est l'accusation de fascisme adressée à l'adversaire.

Paraphrasant un mot célèbre attribué à Voltaire, à propos du Bon Dieu en personne, on pourrait dire: si le fascisme n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer. Car à quoi n'a-t-il pas servi, grâce aux renégats de la révolution communiste, depuis la transformation de la révolte des prolétaires espagnols en grandes manoeuvres à chaud de la guerre impérialiste, jusqu'à celle (purement propagandiste celle-là !) du deuxième conflit mondial en noble croisade de la civilisation !

A propos de la Hongrie, la comédie continue: dans 90% des cas, la "prise de position" sur l'insurrection se réduit à une réponse à cette question implicite: DE QUEL COTE ETAIT LE FASCISME? Du côté des chars russes répondent les uns. Du côté des insurgés ! répondent les autres; directement et immédiatement, précise la version de la presse communiste qui fait le plus "image d'Epinal", à l'usage du bon prolo. Indirectement, au terme de l'évolution politique d'une Hongrie sortie du bloc russe, concède la version "savante", à l'usage de l'imbécillité "progressiste". Chaque fois la réponse dépend de sympathies personnelles ou de parti pour l'un ou l'autre des deux grands blocs impérialistes; jamais d'une position militante sur le "problème social", qui n'est jamais invoqué que de la façon la plus mensongère !

---

(1). Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte: Ed. Sociales, 1945, P. 35, à propos des démocrates de la Montagne de 1849, "insurrectionnalistes" au Parlement, et.... "parlementaires" dans la rue:

"Assurément, les démocrates croient aux trompettes dont les "sonorités renversèrent les murailles de Jéricho ! Chaque fois qu'ils rencontrent devant eux les murailles du despotisme, ils "s'efforcent de refaire le miracle !"

Remplacez les "murailles du despotisme" par les "murailles de l'impérialisme" et mettez aussi l'ingénuité - relative - de 1849 en moins: vous aurez le tableau exact de la politique coloniale du P.C.F depuis qu'il a retiré la "confiance" (!) tout d'abord accordée à l'"algérien" Mollet !



Ce n'est donc pas l'une ou l'autre réponse que nous rejetons, nous marxistes révolutionnaires: c'est la question elle-même. Qu'est-ce, en substance, que le fascisme ? Le phénomène allemand et le phénomène italien ? Mais nous savons bien, dix ans après la fin de la guerre "anti-nazie", que le contenu de ce phénomène n'était pas plus lié à la "scandaleuse" présence des chemises brunes d'Hitler ou des sbires en noir de Mussolini que... le "faux historique" et la "répression de masse par l'appareil gouvernemental" ne l'étaient à celle de Staline aux sommets de l'Etat en Russie ! Toute déterminée qu'elle ait été historiquement, la localisation du fascisme avant la guerre peut être traitée comme un simple "accident historique" depuis que les impérialismes de l'Axe ont été écrasés. Car la bourgeoisie mondiale ne saurait exprimer plus sincèrement la réalité politique, économique et sociale de ce second après-guerre qu'en criant, à la façon des courtisans d'autrefois: LE FASCISME EST MORT, VIVE LE FASCISME, ce dont elle se garde bien !

Nous, marxistes, n'avons jamais défini le fascisme autrement que comme la manière militaire du capitalisme sénile d'en finir avec les revendications ouvrières et la menace directe ou indirecte de la révolution. Et d'un.

Le fait que dans les exemples allemand et italien cela se soit accompagné de la suppression du vieux parlement est sans importance pour nous qui n'avons jamais été "démocrates", parce que nous étions marxistes, donc partisans de la dictature du prolétariat.

Les critères permettant de conclure sont autres: c'est, non pas la destruction des organisations professionnelles et défensives de la classe ouvrière (syndicats), mais leur absorption par l'Etat national, c'est à dire leur stérilisation de toute influence révolutionnaire et de classe; c'est, en ce qui concerne l'administration interne du capitalisme, l'intervention croissante de l'Etat dans tous les domaines de la vie publique. Et de deux.

Qui osera nier que ces deux phénomènes soient universellement présents dans la société capitaliste d'aujourd'hui ? Et il suffirait de quelques caricatures de Parlement pour lui rendre une "démocratique" jeunesse"?! Ces gens-là ont le mot pour rire !

Mais, diront les apologistes de l'Occident, votre principale caractéristique: l'écrasement militaire du prolétariat, a manqué aux gouvernements d'après-guerre ! Du prolétariat, sans doute: mais certes pas des rebelles des colonies. Et, pour le prolétariat, seule l'occasion a manqué: car où sont-ils, après 1945, ces grands mouvements de masse du premier après-guerre dont la défaite constitue la vraie genèse des fascismes d'Allemagne et d'Italie ? Nulle part. Et pourquoi ? On y revient: parce qu'ils ont été prévenus par une bourgeoisie avertie qui a su imposer un règlement éminemment "fasciste" de la "paix" !

Bref, ce n'est certes pas nous qui laverons les impérialismes d'Occident de l'"infâmante" accusation ! Notre position à leur égard est bien connue; elle se résume lapidairement ainsi:

les Etats-Unis, au cours du second conflit impérialiste, ont ravi à l'Angleterre son rang séculaire d'ENNEMI N°1 de la révolution, qui de démocratique et bourgeoise au XIX<sup>e</sup> siècle, est devenue communiste et prolétarienne.

Mais le totalitarisme de l'Est ? Jusqu'à ce second conflit, il pouvait encore échapper à la caractérisation de fascisme, quels qu'aient été les traits dénoncés avec véhémence par l'hypocrite propagande bourgeoise. Non, certes, parce qu'il s'est présenté sur la scène politique mondiale comme un adversaire des puissances de l'Axe: l'alliance de 1939 avec Hitler est venue prouver que c'était là un phénomène purement conjoncturel. La raison est que, loin d'en être arrivé au stade de la sénilité capitaliste, il pouvait invoquer une nécessité historique réelle: celle de la révolution économique et sociale qui s'est accomplie en Russie entre 1927 et la guerre.

En quoi alors vous distinguez-vous du "communisme" des renégats ? demanderont certains "démocrates-ouvriers" de notre connaissance. Par une "toute petite chose" au regard de la métaphysique historique qui vous inspire, sans que vous vous en doutiez, Messieurs: par le fait qu'à cette révolution, vantée internationalement comme "socialiste", nous rendons ses titres historiques véritables en l'appelant REVOLUTION CAPITALISTE; nous disons même: révolution "romantique", à sa façon. Nous ne nous excuserons pas du "peu" !

Que cette révolution se soit accompagnée d'une terrible CONTRE-REVOLUTION politique, d'envergure mondiale, qui a coûté au prolétariat sa seule conquête du premier après-guerre: son Internationale Communiste, ne change rien à cette appréciation. Ce qui, avec la guerre, a changé, c'est le XX<sup>e</sup> Congrès qui l'a révélé: la phase révolutionnaire CAPITALISTE, la phase ROMANTIQUE elle-même est close. La Russie va s'aligner politiquement sur les vieux capitalistes: ceci, les "voies nouvelles au socialisme", de marque purement social-démocrate; le reniement des scissions du premier après-guerre entre "socialistes" réformistes et communistes révolutionnaires l'ont clairement montré. La seule chose qui reste debout, de l'époque militante de la révolution capitaliste en Russie, c'est la prétention d'avoir "construit" en Russie une économie et une société "socialistes", et nous avons montré ailleurs (I) les signes annonciateurs de la liquidation de cet ultime résidu de la phase capitaliste ascendante en Russie. Et comment avons-nous apprécié le XX<sup>e</sup> Congrès qui, dans cette vision, a marqué le début de la phase sénile ? Comme "l'annonce d'un dénouement révolutionnaire dont nous nous réjouissons: la naissance (en Russie) d'un totalitarisme sans voiles, semblable à celui qui règne dans le monde entier; de ce "fascisme" que les petits-bourgeois ont tant honni".

Neuf mois plus tard, la "manière militaire" d'en finir avec les insurgés hongrois est venue confirmer tragiquement cette prévision.

Evènement révolutionnaire, nous osons le répéter: car il rapproche le moment où les prolétaires seront mis en mesure par l'histoire de dépasser l'oppositions FASCISME-DEMOCRATIE qui, dans

---

(I). Dialogue avec les morts: critique marxiste du XX<sup>e</sup> Congrès du P.C russe. A paraître.

l'expérience hongroise s'est révélée plus que jamais vide de tout contenu; de dépasser ce qui n'a jamais été qu'une APPARENCE pour ne plus s'attacher qu'au contenu social des phénomènes.

Ils crachent sur Lénine, et vous baissez la tête !

La seule barrière qui sépare encore le "communisme" de Moscou d'un fascisme pur et simple, c'est son pouvoir de mobiliser les sympathies de fractions non négligeables du prolétariat CONTRE les insurgés de Hongrie en invoquant la DEFENSE DU SOCIALISME: c'est là un fait historique et qui n'est certes pas de moindre importance ! Pour l'éliminer, il faudra à coup sûr bien autre chose que même soixante "questions aux militants du P.C.F" (1) !

Pour étayer "scientifiquement" cette thèse, l'"Humanité", qui n'a pas hésité par ailleurs à donner les explications les plus bassement "policières" du mouvement, est allée jusqu'à déterminer ce que le XX<sup>e</sup> Congrès aurait appelé de "vieilles histoires" (fi donc du passé !) et à invoquer l'exemple de la révolte de Cronstadt qui se produisit en Russie en mars 1921 contre le pouvoir bolchévick.

Dans un long article, l'Humanité a donc reproduit un passage de Lénine que l'on peut résumer ainsi:

1. Le mouvement de Cronstadt s'explique par l'aggravation de la situation des paysans à cause de la mauvaise récolte. Il exprime l'oscillation du petit producteur en politique, qui est toute sa nature.

2. Ses mots d'ordre ont été les mots d'ordre vagues du petit producteur: liberté ! (= liberté du commerce !).

3. La grande bourgeoisie qui a des mots d'ordre autrement précis sait que ces forces sociales sont précieuses pour sa restauration de classe. Son représentant le plus intelligent, Milioukov, explique patiemment (aux bourgeois les plus bornés) qu'il n'est pas nécessaire de se hâter avec la Constitution, que l'on peut et que l'on doit se prononcer pour le pouvoir des Soviets, mais seulement sans les bolchévicks !

Si nos contemporains savaient un tant soit peu lire, ce beau morceau d'érudition de l'Humanité (qui n'a pas habitué ses lecteurs à tant !) aurait été accueilli par un rire homérique !

Laissons de côté l'abus qu'il y a à mettre sur le même plan la répression de la révolte de la garnison d'un port de la Néva qui, en 1921, ne comptait certainement pas ses 35.000 habitants actuels, par des bataillons ouvriers en haillons et l'écrasement d'un peuple de plus de 9 millions d'hommes - dont un million et demi de prolétaires - par la seconde puissance militaire du monde. On pourrait à juste titre nous répondre que ce n'est pas "affaire de nombre".

(1). Sous-titre d'une brochure du groupe Socialisme ou Barbarie qui, entonnant la même chanson que le trotskysme, dont il provient, crie à la fois "Vive la révolution du prolétariat hongrois" (tract) et, en substance, "Vive la liberté" (P. 48 de "l'insurrection hongroise").



Mais comment ne pas voir que, tel le boomerang des sauvages australiens et la moderne fusée de l'avion super-sonique, cette "bombe" théorique revient tout droit à l'envoyeur qu'elle pulvériserait, n'était-ce le désarroi de la galerie ?

Car que fait Lénine ? Là où nos "communistes" français parlent de "complot", il révèle la base sociale du mouvement, pourtant infiniment plus réduit - même si la population civile a appuyé les militaires. Là où ils nous content la fable d'une rébellion fomentée par les "propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie", il montre comment les "propriétaires fonciers (qu'il ne commettait pas l'idiotie de qualifier de purs féodaux, comme nos gens de 1956 !) et les capitalistes de l'industrie" voient un espoir de restauration dans... tenez-vous bien: la DEMOCRATIE POPULAIRE, qui a développé son mouvement en dehors d'eux AVEC D'AUTRES MOTS D'ORDRE !

Mais demandons-nous QUI a troqué le mot d'ordre de la dictature du prolétariat contre celui de la "démocratie populaire" ? QUI a proclamé que c'était la formule politique de l'époque moderne ? QUI a élevé le "petit producteur", cet éternel traître au prolétariat révolutionnaire au rang d'ALLIE de celui-ci - et non pas d'allié momentané et jamais sûr, comme il l'était dans la politique léninienne face à la paysannerie pauvre en Russie de 1917, mais d'ALLIE ETERNEL que l'on flatte de toutes les façons ? Qui, sinon vous, renégats non seulement odieux, mais si pitoyables que vous ne voyez même pas que rien ne peut vous condamner avec plus de vigueur que... ce Lénine que vous citez. Rien, si ce n'est le "petit producteur" de Hongrie et le prolétariat à qui vous avez tant vanté la "démocratie populaire" qu'il s'est lui-même porté sur le terrain politique de l'ennemi ?

C'est ainsi que, parfois, les lions dévorent leur dompteur ! La démocratie populaire de fait s'est dressée de toutes ses forces contre la démocratie populaire du mensonge d'Etat, de la phrase, du bluff propagandiste ! Et c'est pour cette "ombre" qu'il faudrait lâcher la "proie", aussi décevante qu'elle soit ?!

Retrouvant un langage de classe (mais seulement un langage !) sous la dure pression des faits, ces caricatures repoussantes du bolchevisme voudraient nous faire croire qu'en Hongrie cette "démocratie populaire" à la... Cronstadt poserait la question d'une restauration sociale de la classe capitaliste ! Mais comment, ô pitres de la doctrine, pourrait être restauré ce qui - vous l'avez voulu - n'a pas été révolutionné ? Lorsque Lénine écrivait en 1921 les phrases que vous citez si imprudemment, le prolétariat russe, sillonnant l'immense pays en armées exténuées, mais farouches, avait repoussé une demi-douzaine de contre-révolutions armées ! Mais vous ! Ne vous êtes-vous pas vantés d'avoir cueilli "démocratiquement" le pouvoir ? N'avez-vous pas distingué entre les "bons" capitalistes et les mauvais ? Et il faudrait croire que la bourgeoisie hongroise a "suscité" une guerre civile pour reprendre un pouvoir que, selon le bon conseil de ce Milicoukov - dont parle Lénine - aux capitalistes russes, elle avait abandonné à votre "démocratie populaire" ?

Allez donc ! Restez plutôt sur le terrain auquel vous

condamne votre reniement de la violence révolutionnaire et de la dictature. Continuez, si vous le pouvez encore, à parler de ces "voies nouvelles au socialisme" qui seraient, à l'époque moderne, selon votre Krouchtchev et votre XX<sup>e</sup> Congrès, "pacifiques" et "parlementaires". Il ne fait pas bon pour vous vous frotter, même en paroles, à la "lutte de classe", même aussi odieusement travestie ! Pas plus qu'à l'"internationalisme prolétarien" qui dans vos bouches impudentes donne ceci: Vous n'êtes pas pour la "saine épreuve de force" ? Pas pour la répression, les arrestations, les déportations d'ouvriers hongrois ? Alors vous n'êtes pas des "internationalistes" ! O salauds qui, depuis 1941, nous chantiez que la "bourgeoisie avait laissé tomber dans la boue le drapeau de l'indépendance et de la dignité nationale et que C'ETAIT A NOUS, prolétariat communiste d'aller le ramasser et de le débarrasser, donc, de la merde et du sang dont l'avait aspergé la guerre impérialiste mondiale !"

Mais croirait-on que, dans le camp des "démocrates-ouvriers" (une variété de démocratie populaire ni fictive, ni réelle, mais CRITIQUE) on invoque le même exemple historique de la répression bolchevique contre Cronstadt comme précédent de l'opération de police des armées de l'impérialisme russe en Hongrie ? Que l'on applaudit ainsi à l'insulte des contre-révolutionnaires de 1956 à la grande figure révolutionnaire de Lénine ? Qu'on nous crie, à nous qui ne nous sommes pas associés aux hurlements de la bourgeoisie mondiale contre les "bouchers" de la révolte "populaire" de 1921 (déjà aussi bonne âme, il y a quarante ans, voyez-vous !) et qui avons fait notre l'analyse de Lénine: voyez où vous nous menez ! Ou du moins: ça, pour Cronstadt, les "communistes" ont raison ! Et il faut bien encaisser quoique ce soit dur.!

Ils crachent sur Lénine, et vous baissez la tête ! Vous savez peut être - du moins les moins agressifs d'entre vous à l'égard des léninistes non repentis que nous sommes - qu'aucun fait historique ne peut être compris indépendamment des rapports de classe au sein desquels il s'est produit. Seulement vous êtes politiquement bigleux au point de ne pas distinguer à deux pas une RÉVOLUTION SOCIALISTE IMPURE d'une DEMOCRATIE POPULAIRE FICTIVE !

Ici, les critères strictement économiques servent de peu: Lénine n'a jamais prétendu, contrairement aux absurdités répandues depuis qu'on fit taire l'Opposition en la massacrant, passer à la transformation socialiste de la Russie AVANT et SANS la grande recousse de Républiques Soviétiques dans les pays avancés. "Capitalisme d'Etat ici (Russie 1921), capitalisme d'Etat là ! (Hongrie 1956)" murmurent les démocrates-ouvriers avec une moue désabusée.

OUI, capitalisme d'Etat; le seul pas en avant possible en direction du socialisme par rapport à l'économie capitaliste primordiale d'entreprises innombrables (cf. l'agriculture) baignant dans le mercantilisme.

Contre cette vision de Lénine, qui a-t-il ? La position menchévique: dans ces conditions, il ne fallait pas prendre le pouvoir ! Dans une révolution bourgeoise, on ne peut pas aller plus loin que la bourgeoisie ! Belle compagnie !

Ou bien une position qui, au mépris de tout le matérialisme historique, dirait: économie arriérée ou pas, pas de "stades" intermédiaires ! Le socialisme tout de suite !

Et enfin, une position moins honorable encore que les deux précédentes prises ensemble parce qu'elle n'ose dire franchement ni une chose ni l'autre: ah si seulement c'étaient les Conseils, et non le Parti, qui avaient décidé !

(La seconde partie de cette étude sur l'insurrection hongroise sera incluse dans notre prochain Numéro).



## DE QUELQUES REACTIONS POLITIQUES AUX EVENEMENTS DE HONGRIE

--:--:--:--

A cette date (1) la phase active de la révolte hongroise paraît terminée, même si subsistent quelque part des "îlots de résistance". La grande lutte sociale, celle qui nous intéresse ici, est maintenant assoupie; ou plutôt elle se continue sous les hypocrites déclarations du "calme revenu", mais en faveur de l'impitoyable répression des "forces de l'ordre": après les déportations et les exécutions capitales, voilà qu'on annonce le "déplacement" des métallurgistes vers les centres miniers.

On n'aura certes pas fini de sitôt de faire le point des enseignements de la tragédie magyar et surtout de lutter pour ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas les voir. Dès aujourd'hui il est pourtant utile de discuter quelques unes des réactions politiques les plus caractéristiques de la confusion totale à laquelle trente années de recul et de déchéance du mouvement ouvrier nous ont habitués.

Des deux grandes propagandes qui s'affrontent hardiment, comme aux plus beaux temps de la "guerre froide", il y aurait peu à dire que nous n'ayons déjà exposé par ailleurs: nous avons réfuté les arguments et dénoncé les mensonges de ceux qui condamnent ou justifient l'intervention russe au nom des mêmes principes trompeurs de "justice" et de "liberté". D'autre part il est trop tôt pour savoir s'il découlera de ces événements un renforcement ou un affaiblissement de ces propagandes dans leurs efforts communs pour dissimuler sous de prétendues divergences idéologiques fondamentales des rivalités et des conflits qui accusent en réalité l'identité de contenu économique et social des systèmes en présence. S'il n'est pas douteux que la légende de la Russie "socialiste" et "protectrice" des peuples contre l'Impérialisme sort bien amoindrie de l'aventure hongroise, et si, par ailleurs, l'indignation occidentale devant la liberté et la démocratie bafouées trompe bien peu de gens, tant en sont évidents les mobiles sordides, il n'en reste pas moins que les prolétaires réagissent peu à ce double faisceau de mensonges: ils n'auront la force de le faire que lorsque la crise sociale sera ouverte, dont les premières batailles n'ont pas encore commencé. Affaire de temps, donc, et de maturation.

Dans cette période d'attente où la suite des événements démantèle méthodiquement l'échafaudage d'illusions et de lieux communs politiques hérité de la guerre antifasciste, en même temps qu'elle découvre peu à peu le véritable rôle des forces politiques qui emprisonnent le prolétariat, le trouble profond qu'engendrent des épisodes aussi bouleversants que celui de la révolte hongroise ne soulève d'échos sérieux que parmi ces minorités de militants que préoccupent les questions

(1) 24 décembre 1956

théoriques et pratiques de la reprise de la lutte prolétarienne. Il est conforme à la thèse classique de Marx, selon laquelle les hommes pensent toujours le présent dans les termes qui appartiennent au passé, que le puissant mouvement des travailleurs et paysans hongrois soit, dans la plupart des cas, interprété suivant l'optique désuète mais générale: une révolte en faveur de la "liberté". La crise qui se dessine dans le bloc soviétique n'est pas encore assez profonde, ses répercussions trop faibles ou inexistantes au sein des masses "occidentales" pour balayer cette illusion, même parmi ceux qui usent d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire et extrémiste. Y procéder en montrant le maximum de sévérité à l'égard de ces derniers c'est donc anticiper sur les événements de demain, tout au moins dans la mesure où la crise sociale ne sera pas prévenue par un nouveau carnage mondial. Mais c'est aussi oeuvrer dans le sens d'éliminer et de prévenir les principales déviations de principe et les méthodes opportunistes de groupement et de lutte. Il s'est avéré que, dans les moments de crise, c'est l'aile gauche (ou prétendue telle) des partis embourgeoisés qui, seule, peut les sauver de la banqueroute politique. De même dans les luttes fractionnelles au sein des organisations réformistes c'est toujours la répulsion à rompre avec l'opportunisme qui compromet ou retarde la délimitation politique de classe. Aujourd'hui où, pour avoir fait litère de ces vérités toute une Internationale a sombré, c'est justement la "non-rupture" qui constitue le principe central, non seulement des staliniens et post-staliniens, mais aussi de leurs adversaires de gauche, propagateurs de "théories nouvelles" ou champions du "redressement" des vieux partis.

Nous sommes en effet arrivés à un tel point de confusion que personne (hormis les quelques originaux et "attardés" que nous sommes) n'est plus capable de reconnaître les lignes de démarcation entre les idéologies et les programmes politiques. Le désarroi pratique et théorique du mouvement ouvrier se perpétue notamment sous le signe du plus grand mensonge du siècle: la compatibilité, voire l'identité, entre socialisme et démocratie. C'est là, de nos jours, la plus importante des sujétions à un passé de défaite, de compromis et de reniement: ces lignes n'ont pas d'autre but que de montrer que n'y échappent pas ceux qui passent pour les plus radicaux et les plus extrêmes des non-conformistes de la politique.

. . .

L'essentiel de notre critique est axé sur la démonstration du fonds idéologique commun à toutes les tendances anti-staliniennes dites "d'avant-garde". Pour aujourd'hui nous étudierons surtout une réaction troskyste aux événements de Budapest; elle est parmi les plus intéressantes en ce sens qu'elle nous offre l'occasion de reprendre nos conceptions fondamentales sur les questions que nous sommes par ailleurs en train de traiter. Mais auparavant il nous faudra nous arrêter un peu

sur le son de cloche qui nous vient de Yougoslavie, ce pays "précurseur" dans la voie d'émancipation envers le stalinisme. Tito a défini dans un discours sa position officielle à l'égard de la révolte hongroise. Il nous intéresse peu de relever les volte-face imposées par les contingences diplomatiques qui caractérisent l'attitude prise par la Yougoslavie durant cette période: il ne s'agit pas, dans ce discours, d'opposition "d'avant-garde", en dépit de l'espoir placé par les trotskystes dans la "dissidence" titiste; il s'agit de langage de chef d'Etat fondé sur l'exploitation de classe et complètement engagé dans l'engrenage impérialiste. Mais par là nous jugeons de ce que vaut, dans la pratique, la grande chimère des intellectuels dégouttés du capitalisme, des politiciens de "gauche" qui rêvent d'un renouveau de la social-démocratie, de tous ces braves gens, en somme, qui ravivent la vieille illusion, déjà raillée par Marx en 1848, de conciliation entre les forces extrêmes de la société, le capital et le travail.

Ces gens-là ne pouvaient trouver de meilleur champion que Tito, qui est passé maître, à l'instar de son défunt adversaire du Kremlin, dans l'art de traîner "démocratiquement" les oppositions et de mettre les "camarades" sous les verrous à la première incartade de plume. Un tel choix, pour le drapeau de la liberté et de la démocratie montre une fois de plus l'hypocrisie d'un tel mot d'ordre, dont ce n'est certes ni la première ni la dernière fois qu'il puise ses défenseurs dans les ornières les plus nauséabondes et les plus sanglantes de l'histoire et de la politique de la phase présente, que les plus lâches et les plus bornés des "boutiquiers" de 1848 n'auraient pu envisager sans un violent haut-le-coeur.

Connaissant le subterfuge qui dissimule derrière une idéologie petit-bourgeoise teintée de pseudo-socialisme une politique nationale, capitaliste et diplomatiquement axée sur les compromis entre impérialismes, le décorticage du discours de Tito n'offrirait guère de saveur s'il ne laissait entrevoir que la solidarité qu'il proclame envers tous les pays qui s'efforcent de desserrer l'étreinte russe perd tout contenu effectif dès lors que, derrière les velléités d'indépendance et d'émancipation des satellites se profilent, même imprécises et mal orientées, les revendications de la classe ouvrière. Et cela même explique que Tito, dans son commentaire des événements de Hongrie ne donne pas un mot d'explication quant à la nature nettement économique, et affirmée comme telle par son "collègue" Gromulka, des contrastes qui se manifestent entre l'URSS et les démocraties populaires.

Tout prouve, selon lui, non pas seulement du seul "culte de la personnalité", condamné en la personne de Staline, mais du système qui l'a instauré. Aucune explication ne nous est donnée au sujet de l'origine et de la base sociale d'un tel système. Il n'est question que "d'honnêteté" entre chefs d'Etat et militants de parti, de la "non-compréhension" par les hommes de Moscou des aspirations propres à chaque "communisme national". La cause de la crise hongroise serait qu'on "n'a pas su", à Budapest, mettre au pouvoir les hommes qui incarnaient vraiment



la voie "originale" du "communisme" hongrois: "Geroë ne différait en rien de Rakosi". La "grande faute" des successeurs de ce dernier fut "d'appeler une armée étrangère pour faire la leçon à son propre peuple".

On sait que Tito en connaît quelque chose lorsqu'il s'agit de "faire la leçon à son peuple" sans avoir recours à l'armée "étrangère", mais seulement à sa propre police "communiste": il n'y a pas si longtemps qu'on parlait d'un certain camp de concentration du côté de Zagreb... Mais ici l'intéressant est de lire entre les lignes, de voir notamment que, lorsque Tito déclare que "la Hongrie sera la dernière tragédie" il craint en fait que son propre gouvernement ne puisse résister à une crise qui pourrait surgir dans toute l'Europe contrôlée par les Russes si la tension entre l'URSS et les satellites venait à redoubler. Si on traduit en clair les diplomatiques critiques que Tito adresse à Moscou, son chantage en faveur d'une nouvelle "reconnaissance du fait yougoslave" ne diffère guère du classique langage que tiennent les réformistes, petit-bourgeois et opportunistes de tout poil à la force aveugle du grand capital, lorsqu'ils lui disent en substance à peu près ceci: "Ne sois pas brutal, aie confiance en l'efficacité de paix sociale de nos moyens "démocratiques". Ne déclare-t-il pas en effet: "..les camarades soviétiques sont responsables de n'avoir pas rendu plus tôt possible l'arrivée au pouvoir des hommes en qui la classe ouvrière et le peuple tout entier avaient confiance".

Mais peut-être Tito doute-t-il quelque peu de l'efficacité de la thérapeutique pacifique pour le cas où la crise sociale qui couve sous les revendications nationales et démocratiques viendrait à déborder de ce cadre ou encore influait sur la répartition des zones d'influences en Europe. Il sait qu'à ce degré la force serait le seul arbitre de la situation, aussi admet-il, sans en avoir l'air, l'utilité du "remède de cheval" de l'intervention russe: "Si cette intervention peut avoir pour conséquence la sauvegarde du socialisme en Hongrie, c'est à dire la continuation de l'édification et la sauvegarde de la paix, alors deviendra-t-elle quelque chose de positif, à la condition que les troupes soviétiques se retirent dès que la situation dans ces pays redeviendra normale et calme". Voilà qui est clairement dit: les Russes ont du bon lorsqu'ils nous sauvent de la révolution.

Le revers de la médaille de l'intervention russe c'est qu'elle n'est jamais gratuite et que, dans la mesure où l'URSS maintient par la force son influence chez ses voisins d'Europe, la diplomatie titiste doit battre en retraite. Tito oublierait-il que la Yougoslavie n'a pu se libérer de l'emprise autant économique que politique russe parce qu'elle bénéficiait de conditions stratégiques particulières, et que, si, lui, Tito, a pu "résister" à Staline c'est parce que la pouvoir démopopulaire dans son pays s'est instauré sans rien devoir, ou presque, à l'aide militaire de Moscou, en un mot parce que la force, dans ce lieu et ces conditions déterminées, était de son côté? Il n'est que de voir la prudence de langage du "dictateur" yougoslave pour se convaincre que cette vérité, il ne l'a point perdue de vue. Mais là est le drame de la politique de ce pays et de

toutes les forces de gouvernement aux prises avec la double contradiction économique-sociale et stratégique-diplomatique, de par leur situation sur la ceinture de feu de l'Impérialisme en Europe.

Ces pays pourront-ils prolonger l'équilibre instable dans lequel ils se trouvent entre les deux zones d'influence, et ce en pleine crise de leur économie et au moment où gronde la colère populaire? Nous ne nous ~~hazarderons~~ pas à formuler de perspective à ce sujet, mais tout ce que l'on peut dire après la secousse hongroise c'est qu'il n'est plus permis de croire, non seulement en l'idyllique synthèse entre "démocratie ouvrière" et "planification" que les trotskystes chérissaient dans la Yougoslavie de Tito, mais aussi en la réalité de ce vaste mouvement idéologique et politique qui, sur le tremplin du titisme, devait rénover la démocratie, aussi bien dans le capitalisme pourri d'occident que dans la monstrueuse géole productiviste de Russie. Les espoirs fondés dans ce sens par ces intellectuels et hommes de gauche français, armés surtout de "manifestes" et de déclarations toutes platoniques de solidarité, vivront peut-être...la durée d'une conjoncture électorale-parlementaire.

. . .

Le langage de Tito diffère bien peu, en somme, de celui de tous les "déstalinisateurs" de toute latitude: le régime russe sera bon et véritablement socialiste lorsqu'il se démocratisera. Point de vue qui a son pendant même chez les conservateurs d'occident.

Djilas, "communiste" yougoslave dissident, dans un article qui lui a valu la prison, nous fait entendre un son de cloche un peu différent, sinon original. Si nous le mentionnons c'est parce que son témoignage démontre la perception - effroyablement confuse sur le plan théorique et idéologique, mais certaine - de l'imposture au "communisme" dans les démocraties populaires. Avec Djilas rentre donc en scène cet acteur bien connu de nous: la "bureaucratie" = "Si la résistance yougoslave à Moscou a été possible en 1948, ce fut avant tout parce que notre révolution avait eu lieu dans le cadre de notre lutte contre l'occupation étrangère; au cours de cette révolution une nation communiste(?) indépendante s'était formée, donnant naissance à une classe nouvelle, la bureaucratie communiste".

Laissons de côté l'invraisemblable accouplement des termes "nation" et "communiste" (la nation, forme économique et sociale qui a pour trame l'échange de marchandises dans un territoire déterminé, ne saurait être communiste car le communisme suppose la fin du mercantilisme, des frontières, des nationalités...). Mais constatons que, si l'évidence des contrastes sociaux s'impose jusqu'à un membre de la clique dirigeante, il n'en est pas moins caractéristique que celui-ci ne sache pas leur trouver d'explication meilleure que celle des méfaits de la bureaucratie. Triste époque où les hommes, qu'ils soient chefs d'Etat ou "oppositionnels", champions de la conservation sociale ou velléitaires de la révolte, intoxiqués de la "planification" ou rêveurs de la "spontanéité de la base", "autoritari-

res" ou "libertaires", sont tous au même degré ignorants des rudiments de la science sociale dont ils parlent doctement. Nous ne rechercherons pas par quelle "voie originale" la thèse de la "bureaucratie-classe-dominante", restaurée, croyons-nous, sous les brumes parisiennes de la "Rive Gauche", est allé produire cet invraisemblable fruit sur les bords ensoleillés de l'Adriatique... Contentons nous de constater qu'à l'absurdité et à la pauvreté du conformisme socialo-doctrinal ne peut correspondre, dans les conditions présentes, qu'un non-conformisme aussi absurde et aussi misérable.

Plus intéressante est l'opinion du trotskyste Naville, qui a au moins le mérite de nous démontrer deux choses. Tout d'abord que les éléments formés à l'école de la IVème Internationale ne savent échapper à leur classique déchément sur la défense ou la non-défense de l'URSS, qu'en tombant dans des "solutions" d'un niveau politique encore plus bas que celui du dilemme initial. Ensuite que l'amalgame idéologique qu'on nous sert de tout côté sous étiquette "marxiste" n'a qu'un seul et même contenu, quel que soit le degré de culture sociale et politique de ceux qui le développent, celui d'une édition en termes quelquefois plus savants de la vulgaire idéologie démocratique.

Pour nous qui nions que le marxisme ait quelque chose à voir avec tout raisonnement qui invoque la démocratie et la liberté autrement que comme des valeurs bourgeoises - respectables en des temps et lieux déterminés, mais étrangères au prolétariat et au socialisme - l'article de Naville (1) se présente comme une longue suite d'infractions à ce que nous pensons être la méthodologie et les conclusions d'un marxiste.

Nous devons certes reconnaître à son auteur d'avoir eu le mérite d'invoquer des raisons économiques pour expliquer les difficultés des rapports entre Russie et satellites. Mais outre qu'il ne suffit pas, pour être marxiste, de faire cette concession au matérialisme - les Gromulka, Nagy et consorts le seraient autant, puisqu'ils invoquent les mêmes motifs - il faudrait la poursuivre jusqu'au bout. Or dès les premières explications politiques Naville fausse compagnie à l'économie pour la psychologie. A-t-il du moins, au préalable, analysé correctement la base des rapports entre la Russie et les démocraties populaires d'Europe? En réalité nous devons faire une réserve importante devant la formule de Naville lorsqu'il l'applique aux satellites d'Europe: "...dans l'univers d'aujourd'hui, partout occupé et relié de mille façons, l'arriération va de pair avec l'exploitation". Il est exact et classique de dire que l'exploitation impérialiste repose sur l'inégalité de développement économique entre vieilles métropoles capitalistes et pays arriérés. Il est exact aussi que la tutelle russe

(1) "Huit jours qui ébranlèrent la Hongrie: Démocratie et socialisme" (P.NAVILLE) dans FRANCE-OBSERVATEUR du 1/11/56.



sur les pays du glacis a pris, sous bien des aspects, un caractère quasi colonial. Il n'en est pas moins téméraire de parler de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, et d'importantes régions d'autres démocraties populaires, comme de pays arriérés par rapport à la Russie alors qu'ils sont à même de lui donner des leçons en matière de productivité du travail, de technicité, de culture en général. Faut-il voir dans cette interprétation la hantise du fantôme du féodalisme, depuis si longtemps, pourtant, extirpé? Les raisons véritables qui ont permis à la Russie de mettre littéralement à sac les économies des démocraties populaires devront être recherchées dans les conditions économiques et sociales créées par la seconde guerre impérialiste en Europe centrale et dans la toute puissance militaire du colosse russe.

Voici comment Naville explique la crise interne du bloc oriental: "...Si l'URSS et les démocraties populaires avaient décidé une intégration totale et franche de leurs économies, et si le plan qui aurait permis cette intégration avait été démocratiquement et non bureaucratiquement élaboré, alors peut-être le monde de structure socialiste aurait-il pu prendre une autre voie. Mais la logique imposée par les dirigeants de l'URSS ne l'a pas permis" (souligné par nous). Pour qui a étudié en marxiste la révolution d'Octobre et suivi avec soin l'évolution russe ultérieure une telle explication ne peut être que choquante. Elle impute à un pur facteur de volonté les rapports de la Russie avec ses voisins et alliés, et, à la place de la rigoureuse détermination découlant d'intérêts bien définis et de la nature non-prolétarienne de l'Etat russe, met en cause des "erreurs politiques de chefs". Mais avant d'y opposer notre propre point de vue il nous faut d'abord aller droit aux principales conclusions de l'article.

Naville relève que le plan de "libéralisation" accepté par l'équipe Kroutchew au moment de la réhabilitation de Tito et autres "victimes du stalinisme", n'englobait pas la Pologne et la Hongrie, "...Mais, dit-il, le <sup>s</sup>ouffle de la déstalinisation ont été plus difficiles à contrôler que ne le croyaient les dirigeants du Kremlin, et cela pour une raison profonde qu'ils ne voyaient pas: c'est qu'en URSS la déstalinisation progressait dans un pays où l'économie profitait beaucoup plus du travail des démocraties populaires qu'elle ne les aidait. Elle ne pouvait entraîner les mêmes effets dans les démocraties populaires qu'en URSS".

Il est évident que l'adoucissement de la discipline économique et sociale en Russie répondait à des exigences réelles des couches moyennes et à l'invisible pression du prolétariat. Il importe peu de savoir si les dirigeants russes étaient ou non conscients de l'impossibilité d'étendre ce relâchement aux rapports avec les démocraties populaires, sous peine de perdre tout le côté fructueux de cette "collaboration", étant donné que les latitudes de manoeuvre en ce domaine doivent être recherchées dans l'étude serrée des possibilités économiques et non dans la sagacité des chefs. L'important pour nous, dans cette question, est de rétablir l'ordre normal des facteurs, quelque peu compromis par l'importance excessive que, de toute part, on accorde à ce fameux "souffle de déstalinisation". Ce n'est pas lui qui a

impulsé la relative "libéralisation" (tentative plus ou moins suivie de développement de l'industrie légère et des biens de consommation) mais c'est plutôt une certaine expansion économique qui a permis d'adoucir les règles de vie sociale, et notamment d'assouplir la discipline du labeur (en particulier de supprimer le "livret de travail" de sinistre mémoire). Voir dans la réprobation posthume de la politique faussement attribuée en exclusivité à Staline l'origine du très surfait "nouveau cours" soviétique équivaut à prendre l'effet pour la cause, à subordonner une fraction d'histoire à la volonté et au caprice des hommes. On commettrait la même erreur en s'en tenant, pour expliquer les événements de Pologne et de Hongrie, aux "souffles de la déstalinisation". Certes une crise économique se manifeste au travers de mouvements politiques et sociaux, mais c'est justement pour pouvoir identifier ces derniers qu'il ne faut pas en esquiver la complexité à l'aide d'une abstraction aussi nébuleuse. Si nous insistons sur ce point c'est justement parce ce procédé est typiquement opportuniste; il nous a valu autrefois, et toujours chez les trotskystes, le souci de suivre "le gaulisme des masses" - ce qui n'était qu'un moyen honteux pour affubler d'un caractère populaire et ouvrier leur politique de participation idéologique à la guerre impérialiste.

Ceci précisé, et sous réserve qu'on admette que les mouvements anti-russes dans les démocraties populaires sont les produits d'une crise sociale due aux contradictions internes du bloc russe, on peut faire état de l'impossibilité de satisfaire aux revendications populaires et ouvrières comme pendant de l'assouplissement de la politique intérieure russe. C'est d'ailleurs parce qu'elles ne pouvaient, dans les circonstances présentes, se développer que sur un plan national et anti-russe que ces revendications prirent une telle ampleur et rencontrèrent une telle unanimité.

Le paradoxe des réactions suscitées par la révolte hongroise c'est que l'unanimité des opinions applaudit aux "valeurs" que cette révolte a niées, à la fois par la forme qu'elle a prise et par la forme de la répression qu'elle a subie, tandis que la grande vérité qu'elle a, sans bavures et sans tâche, réhabilitée, celle de la primauté de la violence dans l'histoire, est de tous côtés couverte d'opprobres et vouée aux plus ou moins sincères indignations. Dans un autre texte nous avons déjà pris le contre-pied de cette opinion générale et nous ne reproduirons pas le détail de l'analyse qu'on trouvera par ailleurs. Nous résumerons seulement les points essentiels de notre position dont la connaissance est indispensable pour l'intelligence de la présente critique.

Nous avons salué le courage des insurgés hongrois et déploré qu'il n'ait pas pu s'exercer dans un sens de classe, au lieu d'endosser une revendication nationale et bourgeoise, en lui sacrifiant le sang des prolétaires magyars. La lutte menée par les ouvriers hongrois se déroula sous des mots d'ordre qui ne sont ni prolétaires ni socialistes; c'est un fait qu'il serait dangereux d'ignorer. Mais il est infiniment probable que les autres expériences du prolétariat d'Europe centrale devront elles aussi passer par ce chemin de croix des "causes nationales"

perdues d'avance. En tant que marxistes, déterministes, nous acceptons le fait, mais nous ne le célébrons pas à la façon de Naville qui dit: "...Dans ces pays (Pologne, Hongrie) c'est aujourd'hui un mot d'ordre socialiste, prolétarien (le mot d'ordre d'indépendance nationale) même lorsqu'il se dresse face aux exigences soviétiques". Nous, nous constatons que la lutte ouvrière en Hongrie n'a pas trouvé d'autre issue que la lutte anti-russe et qu'elle a été contrainte de s'appuyer sur une alliance avec des classes non-prolétariennes. Pour être valable la lutte du prolétariat doit rompre avec cet objectif national et exclure tous compromis avec les autres classes. Dans la sphère euraméricaine des pays développés c'est là la seule "voie" de la révolution et du socialisme. La révolte de Hongrie, par ses inévitables conséquences, ouvre, pour le prolétariat d'Europe centrale et internationale, une série d'expériences qui serviront à lui montrer cette voie pour le moment où le rapport des forces à l'échelle mondiale en permettra la décisive adoption.

Bien différenté, évidemment, est la position de Naville. Non seulement il abaisse la vaillance des révoltés de Budapest au niveau de la désuète revendication nationale, que les ouvriers hongrois avaient hissé à la hauteur de leur courage et de leur combattivité, mais encore il fait de cette revendication le modèle de la lutte prolétarienne de demain, la base d'un "nouveau cours" politique qu'il voit s'amorcer dans l'évolution du cabinet Nagy (l'article a été écrit avant la répression russe) et dont il prédit la portée générale. Il ne s'agit rien moins que d'une "nouvelle N.E.P.". Avant de dire les différences fondamentales qui séparent, selon nous, cette "N.E.P." de celle de Lénine, nous irons droit à la conclusion générale de l'article qui se révèle bien plus édifiante encore que les précédentes déductions.

Il suffit de citer les principales phrases: "En Pologne et en Hongrie, comme en Yougoslavie, la retraite économique s'accompagne inévitablement d'une retraite politique. Le système du parti unique, dont toutes les assemblées sociales, politiques et économiques du pays ne sont que le reflet, ce système a vécu... Or la pluralité des partis - partis de travailleurs, démocratiques, cela va de soi - si elle est réelle, exige la liberté réelle de la presse et la compétition électorale... Dans certaines situations l'action directe des masses, les manifestations de rue, les meetings, le cri populaire peuvent suffire à les confirmer dans leur rôle (les dirigeants choisis par la population) mais ce régime de paroxysme ne peut durer. Des institutions sont nécessaires qui y pourvoient. Déjà Gromulka et Nagy ont annoncé des élections; ils ont promis une réforme du parlement (puisque le suffrage direct y est toujours constitutionnel) rendant à celui-ci un pouvoir d'initiative et de législation qu'il n'avait jamais détenu. Cela ne peut se faire sans une libre compétition ou de libres ententes entre les partis." (Souligné par nous)

On ne saurait être plus clair: le "parti unique", par suite des "erreurs" de ses chefs, a échoué dans sa tâche d'harmonisation "socialiste" des économies de l'URSS et de ses sa-



tellites. "Le remède est simple: il faut revenir en arrière. Non pas du socialisme au communisme - Naville reconnaît lui-même que "la majorité de la paysannerie, de larges parties du commerce de détail et de l'artisanat", et même des éléments significatifs de la production industrielle sont de type capitaliste" - mais de la gestion étatique à la gestion privée, d'une centralisation - sans doute incohérente, dictée par la fièvre mercantiliste et qui ne supprime pas la dispersion des efforts et les contradictions du plan, mais qui permettrait à une victoire du prolétariat de contrôler l'essentiel de l'économie - à l'autonomie productive anarchique des pays, des régions, des entreprises, ce qui constitue un recul, même du point de vue capitaliste-bourgeois.

Ayant échoué sur le plan des rapports entre Etats, le "parti unique" a également fait faillite dans les rapports entre l'Etat et les masses: il a "perdu la confiance des travailleurs". Là aussi, selon Naville, il faut revenir en arrière, à la pluralité des partis. Le "démocrate impénitent" dont nous disions, il y a quelques mois, qu'il sommeille au cœur de tout trotskyste, s'est ici réveillé. Et alors, toutes les traditions, tous les "acquis politiques", toute la mémoire du grand Trotsky sont oubliés et bafoués. Au début de la dégénérescence du "parti unique" communiste, que disaient donc tous les révolutionnaires, trotskystes compris? Ils disaient que ce parti glissait vers la trahison en composant avec d'autres classes et avec d'autres partis. Que reprochaient-ils au "parti unique" communiste? de s'allier avec les partis conciliateurs, petit-bourgeois, opportunistes, alors qu'il les avait fièrement, lors de sa propre formation, dénoncés comme agents du capitalisme au sein du prolétariat. Et aujourd'hui, où ces erreurs - car à l'époque c'était encore des erreurs - ont entraîné la décomposition complète du mouvement communiste international et où, ce parti dégénéré, définitivement perdu déjà en tant que parti prolétarien, sécroule en tant que parti opportuniste-petit-bourgeois, sous des contradictions bourgeoises et capitalistes, que nous propose-t-on, comme planche de salut? L'union, la refonte, avec ces vieilles pourritures, doublement, triplement criminelles à l'égard du prolétariat, à propos desquelles, justement, le grand mérite du jeune "parti unique" communiste avait été de les clouer au pilori de l'histoire pour infamie et trahison!

Et non seulement on suggère au prolétariat héroïque de Hongrie et de Pologne de faire une cordiale place aux renégats chevronnés de l'ex 2ème Internationale (et aussi des autres formations non prolétariennes mais démocratiques) mais encore on lui demande de renoncer aux moyens insurrectionnels qui, seuls, ont conféré à la révolte de Budapest son caractère révolutionnaire (même pluri-classiste) de même qu'ils conféraient, il y a un siècle, une identique valeur révolutionnaire à des tendances du mouvement ouvrier, bien pauvres en notions d'authentique socialisme, mais farouchement ANTICONSTITUTIONNALISTES.

Naville est considéré comme un des plus <sup>au</sup> autorisés parmi les intellectuels qui se réclament du marxisme: il a, sur

ce thème, défendu une thèse en So rbonne et qui fut très appréciée par l'aéropage. On voit, par ce qui précède, qu'il se situe bien loin, cependant, de ce que nous pensons être le vrai marxisme, et on jugera par là que cette étude théorique que nous préconisons, et que nous posons comme préalable à tout travail de vaste propagande révolutionnaire est bien loin d'être ce pensum inutile et fastidieux que beaucoup imaginent.

Il est pratiquement impossible de relever dans les quelques pages de l'article de Naville toutes les conceptions qu'il faudrait combattre, tous les points qu'il faudrait éclaircir; nous nous bornerons à discuter deux questions particulièrement importantes, la première parce qu'elle a trait au mécanisme des rapports politiques et sociaux dans la zone cruciale d'Europe centrale et orientale, la seconde parce qu'elle touche au problème fondamental du parti de classe et de ses rapports avec la masse des travailleurs. Au passage nous ne ferons qu'effleurer les deux autres questions de l'"indépendance nationale" et de la portée historico-politique de la N.E.P de Lénine. Ces deux sujets sont aussi d'intérêt primordial, mais sont longuement traités dans nos textes de parti, déjà communiqués ou à sortir incessamment.

Les arguments de Naville nous incitent donc à revenir, une fois de plus, sur cette question fondamentale du socialisme: liberté et nécessité en matière d'économie sociale. Comment pourrait-on admettre que les rapports entre la Russie actuelle et ses satellites ne dépendent que de l'arbitraire de ses dirigeants? Les chefs du Kremlin auraient-ils la possibilité d'échapper aux tyranniques exigences des formes internes de production? On retrouve ici sous la plume de Naville l'éternelle contradiction trotskyste qui veut que l'économie russe soit socialiste mais non sa structure sociale. On ne peut concevoir qu'une économie socialiste soit dans l'obligation, ou ait la possibilité de mettre au pillage l'économie des pays voisins et alliés. Une telle politique ne peut être que celle d'un Etat capitaliste; mais dans ce cas la spoliation est chose normale dans les rapports entre Etats capitalistes. Sa forme et son intensité varient selon l'âge et la richesse du capitalisme le plus puissant mais ne dépendent en aucun cas de la volonté des chefs d'Etat.

En fait la révolution d'octobre avait accouché d'une structure sociale qui n'était pas encore socialiste, mais en dépit du poids et des exigences de son économie arriérée, le pouvoir issu de la révolution, parce qu'il était un fort pouvoir prolétarien de classe s'exerçant dictatorialement, pouvait en dominer le développement. Il dut sans doute tolérer et même encourager le mécanisme du profit comme seul capable de redonner à la production l'essor nécessaire; il dut aussi payer tribut au capitalisme international afin d'obtenir matières premières et moyens techniques de production. Mais grâce au contrôle du commerce extérieur qu'il tenait dans sa poigne de fer, il sut éviter que les intérêts réveillés par la reprise mercantile se manifestent en force organisée et consciente tentant l'aventure classique de tout capitalisme: l'irruption sur le marché mondial. Le développement du capitalisme n'est pas en effet une

simple question d'existence physique d'éléments sociaux en rapport déterminé avec les moyens de production, c'est une question de nature d'Etat.

Aussi longtemps que l'Etat russe gardait ses caractéristiques prolétariennes (et celles-ci dépendaient essentiellement de son imbrication dans la force internationale en lutte pour le socialisme et de la solidité de cette force, elle-même liée à la lutte mondiale du prolétariat) il n'était pas possible que ses rapports avec d'autres Etats consacrent à son profit une éventuelle supériorité économique (quelque affaiblie et désorganisée que fut la production russe elle pouvait trouver économie encore plus faible qu'elle; celle de la Chine par exemple. Or on verra dans notre second texte sur la révolution chinoise que ce pays eut toujours à souffrir de la présence de son puissant voisin slave sauf pendant la période prolétarienne de la Russie moderne: 1917-1927)

Durant cette période il n'y avait pas de risque, non plus, que les régions les plus arriérées du territoire russe fussent systématiquement exploitées par les centres avancés, comme cela se produit de nos jours dans les grands pays capitalistes occidentaux (lorsque l'inégalité économique entre les régions, et plus généralement l'inégalité entre la ville et la campagne, se manifestait, ce n'était pas, comme dans nos pays de l'ouest, le résultat de la puissance monopoliste d'une économie cartellisée, mais au contraire la limitation des échanges, l'insuffisance des transports, la preuve du manque de développement du capitalisme)

La production russe était mercantile, mais, en son sein, l'issue du classique duel entre valeur d'échange et valeur d'usage était encore incertaine; on pouvait encore espérer que la première n'emporterait pas l'avantage décisif avant la victoire du prolétariat européen, alors qu'elle avait depuis longtemps triomphé dans les pays de vieux capitalisme, et que sa domination, par carence de la révolution socialiste, s'est aujourd'hui affirmée à l'échelle mondiale où elle arbitre les besoins de l'espèce, et tourmente toutes les classes de la société, même celles à qui manquent les valeurs d'usage nécessaires, sous l'aiguillon des produits inutiles et nuisibles dont elle inonde le marché.

Il est maintenant indiscutable que la forme mercantile a définitivement gagné la partie AUSSI dans la moderne Russie. Pour en être convaincu, pour constater le triomphe du superflu sur le nécessaire, qui caractérise cette victoire, il n'était pas besoin d'attendre le récent et intempestif engouement des Russes pour la mode importée d'occident, et particulièrement d'Amérique, ce paradis des besoins artificiellement créés par un mercantilisme exhubérant. La sujétion de l'économie russe aux lois de la production capitaliste découlait déjà des conclusions du XIXème Congrès du parti communiste russe dont on trouvera l'analyse complète dans notre texte de parti; "DIALOGUE AVEC STALINE". Ces caractères fondamentaux de l'économie russe une fois connus, la politique de l'URSS envers



les démocraties populaires s'explique sans difficultés; un historique succinct en confirmera la logique.

Depuis la date mémorable où Staline décida le socialisme "possible dans un seul pays" et sanctionna ainsi le renoncement à la révolution internationale, la politique russe a été une politique de compromis avec la bourgeoisie, sacrifiant la lutte ouvrière dans tous les pays en échange de la reconnaissance du statu quo russe par le capitalisme mondial. Avec les accords diplomatiques de 1935 entre la Russie et la France s'ouvre la politique d'affiliation impérialiste de l'URSS dont la contre-partie fut l'adhésion des partis communistes d'occident à la croisade antifasciste avec chute complète dans l'idéologie démocratique bourgeoise. Dès lors le seul lien tenu de la Russie avec le socialisme - un programme d'appui à la révolution prolétarienne internationale - se trouve rompu. Il ne faut pas s'étonner de ne trouver aucune "mesure" économique sanctionnant la transformation de la Russie prolétarienne en pays capitaliste: capitaliste l'économie russe l'était déjà et seule la révolution en Europe, en rendant possible de vastes et radicales transformations de cette économie, aurait confirmé la perspective d'Octobre 17 et permis l'évolution de la Russie vers le socialisme. Chance définitivement perdue à la veille de la deuxième guerre mondiale au cours de laquelle l'URSS joua la carte du plus fort impérialisme et, en échange de l'aide économique et militaire fournie par les Anglo-saxons, conjugua son influence avec celle des partis staliniens - entre-temps libérés de la tutelle du Komintern pour pouvoir suivre chacun leur propre bourgeoisie - afin de mobiliser le prolétariat en faveur des Alliés, sous la forme de la Résistance et du maquis.

L'aspect impérialiste du capitalisme russe ne se révéla pourtant ouvertement qu'avec l'irruption des armées russes en Europe centrale et surtout à la suite de la politique imposée à ces pays. On pouvait donc à la rigueur admettre que, jusqu'à l'issue de la guerre, des gens qui, comme les trotskystes, ont perdu depuis longtemps tout critère de classe, puissent hésiter sur la définition sociale exacte de la Russie. Mais le doute n'est plus possible après la main-mise de l'URSS sur les pays d'Europe centrale abandonnés par les Allemands, après l'éhontée politique de pillage qui, dans les pays "ennemis" fut conduite sous le couvert des "réparations" et dans les pays "alliés" par le système des sociétés à participation majoritaire russe; après le jeu de cache-cache avec le grand crédo des nationalisations impulsées ou freinées selon qu'elles permettaient ou non de mettre à sac l'économie des "satellites". Nous ne pouvons ici nous étendre sur le détail des dépradations commises par les Russes dans les démocraties populaires, sur la féroce spoliation de ces économies ruinées et désorganisées; nous aurons d'autres occasions d'y revenir.

Ainsi, dans le bloc oriental, la semi-dissidence de la Pologne et la révolte de la Hongrie sont des conséquences, non pas de la "logique des dirigeants" de l'URSS" mais de la logique de l'histoire. Après une telle saignée des pays d'Europe centrale par les Russes, une consécutive accumulation de haine à leur égard par la population de ces pays, le ciment politique et la force militaire qui seuls "unissaient" les démocraties

populaires à la Russie ne pouvaient résister indéfiniment aux contrastes internes du bloc russe. Fondés sur les mêmes bases mercantiles et capitalistes que celles de l'U.R.S.S., essouffés par un effort d'industrialisation disproportionné à leurs possibilités économiques et qui, de plus, ne profite pas au pays mais à l'insatiable "allié" moscovite, les "satellites", par surcroît menacés d'une crise sociale, ne pouvaient, pas, à la longue, ne pas se rebiffer contre la tutelle de Moscou.

Logique de l'histoire donc, parce qu'une expansion qui, comme l'expansion russe en Europe centrale, ne s'appuie que sur la force militaire et la base sociale bâtarde de la démocratie populaire est fragile. Qui sème le nationalisme et le mercantilisme récolte la cession et "l'indépendance nationale" de la part des assujettis. Ce qui est vrai pour les vieux capitalismes aux prises avec les peuples coloniaux en mal d'autonomie l'est encore davantage pour le jeune capitalisme russe qui trouve en la personne des "démocraties populaires" des révoltés autrement armés pour "l'indépendance" que les peuples de couleur encore bien handicapés du point de vue développement économique, capacité technique et culture générale.

Le seul moyen efficace de domination dans la phase moderne est celui qui, à l'instar de l'Amérique, repose sur la puissance économique et financière, mais ce moyen fait encore défaut à la Russie. Elle s'est bien essayée à l'emploi des procédés classiques de la phase parasitaire du capitalisme - en créant par exemple chez ses alliés les fameuses sociétés à participation mixte où l'Etat russe détenait la majorité des actions (1) - mais la "tonte des coupons" décrite par Lénine n'est viable qu'à la condition de ne pas ruiner l'économie des pays assujettis. Or la politique russe envers ses alliés était une véritable déprédation. Pour ne citer qu'un seul exemple nous nous bornerons à celui de la Roumanie qui est très éloquent:

" Le seul capitaliste dans l'industrie roumaine est la Russie communiste. Seul le gouvernement russe a le droit de détenir des actions privées, et seule la société où l'U.R.S.S. a des actions est autorisée à faire des bénéfices et à les répartir entre ses actionnaires. Le Sovrompétrol possède maintenant les puits et les concessions les meilleurs, ainsi que le droit d'exporter dans les pays à change libre. Le gouvernement roumain le subventionne aussi, officiellement en cas de pertes. On constate donc que Sovrompétrol dispose d'une affaire fort avantageuse. Le second secteur appartient en principe à l'Etat roumain. Sa tâche est la prospection, la recherche de nouveaux puits et l'exploitation des puits épuisés, abandonnés par les sociétés expropriées. Son personnel est sans expérience. Il se limitera au trafic désavantagé avec la Russie soviétique et avec ses satellites. Par conséquent, étant donné que les deux secteurs travaillent au bénéfice de l'URSS, il n'est pas difficile de prédire qui a les meilleures chances de réussir et qui est voué à la faillite." (2)

(1) sociétés dissoutes ces derniers mois par la Russie pour diminuer la tension avec les satellites.

(2) "THE WORLD TODAY", janvier 1949; cité dans "Les satellites européens de Staline" (Y. GLUCKSTEIN) Paris, 1953.

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur l'imprévoyance insensée de la planification dans les démocraties populaires et en particulier sur la folie des investissements nouveaux qui n'assurent pas le renouvellement ou l'entretien des installations déjà existantes, l'incohérence et les temps d'arrêt -les "goulots d'étranglement" qui en résultent. Nous y reviendrons ultérieurement; bornons-nous, pour l'instant, à rappeler ce qui est connu de tout le monde, comme explication de la crise de Pologne et de Hongrie: l'état alarmant de l'économie, le mécontentement de la paysannerie et du prolétariat, la tenacité des vieilles haines raciales ravivées par la présence de l'armée russe et par les exigences de Moscou. Le processus qui mine le bloc oriental ne paraît pas près de s'arrêter car la spoliation russe n'a fait que pousser au paroxysme des tares latentes dans ces pays: surabondance de la population agricole, faible rendement du secteur agricole, insuffisance de l'industrialisation pourtant épuisante compte tenu des possibilités de ces pays, etc.. Toutes questions qui mériteront d'être traitées avec soin et qu'il suffisait ici d'évoquer car nous ne pensons pas indispensable d'accumuler les exemples pour démontrer cette chose évidente: la politique russe se en Europe centrale est conforme à la nature économique et sociale de l'actuelle Russie et il n'appartenait pas à ses dirigeants d'en modifier pacifiquement ou "démocratiquement" le cours.

. . .

L'explication des rapports entre Russie et démocraties populaires, telle qu'elle ressort de l'article de Naville, révèle un vice idéaliste de méthode qui découle en fait d'un faux départ sur la nature économique et sociale de ces pays. Quand Naville oppose des rapports démocratiques à des rapports bureaucratiques entre ces Etats, il exprime simplement l'éternelle contradiction trotskyste qui considère le bloc oriental comme un "monde à structure socialiste" et attaque la politique russe de gouvernement comme non conforme aux intérêts du prolétariat mondial. En réalité par l'usage de méthodes bureaucratiques n'explique rien car la bureaucratie est toujours liée à un mode de production bien défini donc à des intérêts sociaux déterminés. On peut dire que dans la Russie d'octobre, où le pouvoir politique prolétarien contrôlait une économie de développement capitaliste, et où, par suite, existait une assez pesante bureaucratie, celle-ci était au service du socialisme, dans la mesure tout au moins où elle n'échappait pas au contrôle du parti prolétarien et où celui-ci comme force internationale, ne s'écartait pas de la ligne historique pour la révolution prolétarienne mondiale. Dans ce sens seulement pouvait être concilié le double caractère d'une économie encore mercantile et d'un pouvoir politique prolétarien. Aujourd'hui, en Russie, capitaliste est l'économie, capitaliste le pouvoir, ..et capitalistes les rapports avec les autres Etats.

Il s'agissait, dans ce premier point, d'une erreur d'appréciation de la nature sociale de la Russie, combien grave sans doute après trente ans d'évolution vers la forme bourgeoise de société, <sup>mais</sup> moins grave cependant que la seconde erreur de Naville, celle qui nous fait tomber au niveau du complet abandon des derniers principes marxistes révolutionnaires: la "pluralité des partis" comme "voie" vers le socialisme.



L'évolution opportuniste suit toujours le même schéma. On sait que le stalinisme, lorsqu'il avança le mot d'ordre de "défense des libertés républicaines" justifia cette attitude comme une manoeuvre habile, propre à renforcer le mouvement ouvrier par l'appui de forces sociales non prolétariennes, et qu'il finit ensuite par tomber dans l'apologie absolue de la démocratie. De même les trotskystes qui ont appuyé des partis de la Social-Démocratie et s'y sont même inscrits sous couvert de les "noyauter", ont abouti, comme on le voit très bien chez Naville, à admettre la pluralité des partis ouvriers comme un principe fondamental classique du mouvement prolétarien. Le marchandage des principes conduit toujours à l'oubli des principes.

Le caractère central de cette ruineuse déviation, que l'on retrouve en tous temps et lieux dans le mouvement prolétarien, c'est qu'elle nie le fondement historique du parti de classe. Elle met à la fois en cause la définition de la classe sociale, la valeur de la théorie du socialisme, la nature des rapports entre le parti et les masses, toutes questions maintes fois traitées dans notre matériel politique et que nous ne pourrions que rapidement rappeler, mais qui prennent, à la lueur des événements de Hongrie, un relief particulier.

Pluralité de partis de travailleurs, propose Naville. C'est là une acception statique du parti en ce sens qu'elle s'appuie davantage sur le rôle dans la production de ses composants que sur le mode de production qu'il sont susceptibles d'instaurer. Voyons cependant comment, même en acceptant un tel mode de délimitation, elle demeure trop vague et bien peu "classiste". Est travailleur, en effet, le petit producteur agricole parcellaire, qui n'est pas prolétaire en ce sens qu'il est propriétaire de son lopin de terre et de son capital d'exercice, tout réduit et misérable soit-il, bien qu'il participe directement au processus de travail. Or il n'est pas nécessaire d'être très ferré en politique pour savoir que ce petit producteur - s'il peut être allié au prolétariat dans la lutte pour la destruction des vieilles structures féodales, comme cela s'est vérifié dans la révolution russe par exemple - devient bien vite son adversaire dès lors qu'il s'agit de détruire la forme mercantile de production et la sacro-sainte propriété bourgeoise. C'est là une vérité qu'illustrent les événements de Hongrie dans la mesure justement où ils montrent que la haine des paysans magyars envers les formes collectivistes d'inspiration russe - et qui les mobilisa aux côtés des ouvriers de la ville - trouve son principal aliment dans une atavique aversion pour le communisme, qu'ils ne sont pas à même bien entendu de distinguer de ce faux socialisme qui a nom "kolkhose" ou "collectivisation coopérative" et qui, nous l'avons déjà exposé ailleurs, n'est que pur capitalisme mé.

Nous n'avons ici ni le temps ni la place d'exposer sous quelles conditions historiques et politiques le prolétariat peut s'allier à la paysannerie, et comment il doit le faire lorsque cette alliance s'impose comme ce fut le cas dans la Russie de 17 par exemple. Nous rappellerons simplement la garantie essentielle qui dans de telles alliances doit préserver le programme historique du prolétariat et lui permettre de ne pas être arrêté dans son oeuvre de transformation sociale par l'impasse des revendications

paysannes et notamment la plus rétrograde d'entre elles: la parcel-  
lisation du sol. Cette garantie réside dans la rigoureuse autonomie  
organique du parti prolétarien. L'histoire de la III<sup>e</sup> Internationale  
est tristement marquée de désastreuses infractions à cette règle: à  
signaler aux trotskystes en mal de "pluralité" la féroce critique de  
Trotsky à l'adresse du mot d'ordre du "double parti", ouvrier et  
paysan, pour la Chine de 1927.

Pour qu'il n'y ait aucun doute quant à l'acception de sa for-  
mule, Naville, lorsqu'il parle de la "pluralité des partis de tra-  
vailleurs", prend soin d'ajouter "et de partis démocratiques". C'est  
bien là nier ce qui constitue l'essentiel du caractère classiste du  
parti du prolétariat. Si ce n'était déjà fait, voilà celui-ci entiè-  
rement submergé sous l'idéologie populaire, c'est à dire pluri-clas-  
siste.

Voyons maintenant l'importance qu'il y a à définir le parti  
du prolétariat, non pas seulement d'après la condition des ouvriers  
au sein de la société capitaliste, mais surtout en fonction de son  
programme historique, c'est à dire d'une vision qui dépasse la misè-  
re économique et sociale des exploités pour embrasser toute la pers-  
pective d'évolution historique et l'ampleur de la solution que con-  
stitue la revendication socialiste. Définir le rôle du parti de clas-  
se revient aussi à définir l'importance respective, dans la praxis  
historique, de l'initiative des ouvriers et de l'apport de la théo-  
rie du prolétariat. La surestimation du premier, qui constitue une  
des principales bases du révisonnisme "anti-parti", résulte souvent  
d'une confusion entre ces deux aspects de la force révolutionnaire.

En une période où bien des gens, qui sont d'honnêtes et sin-  
cères révolutionnaires par tempérament et par formation, mais qui ont  
perdu, pour des raisons impersonnelles et générales, la certitude de  
la "catastrophe sociale", en tant qu'échéance - qui peut être différée  
mais s'avère historiquement inéluctable - des contradictions in-  
ternes du mode capitaliste de production, il est devenu courant de  
s'émerveiller devant les aptitudes des ouvriers à s'organiser, à  
faire face avec brio et sagacité aux problèmes que posent la gestion  
de tout ou partie de l'appareil productif. On se félicite de même de  
constater le degré élevé des facultés d'auto-organisation des prolé-  
taires dans la lutte armée, de leur courage au combat, de leur abné-  
gation et de leur possession de bien d'autres qualités sociales qui  
font depuis longtemps défaut à la bourgeoisie parce qu'elle les a  
perdues depuis qu'elle n'est plus une classe révolutionnaire.

Il est juste de rendre hommage à ces qualités de même qu'il  
était juste de confondre la morgue dédaigneuse des petits-bourgeois  
à l'époque où ils contestaient aux prolétaires toute aptitude à di-  
riger la production moderne. Mais leurs sarcasmes de philistins sont  
aujourd'hui choses bien usées au moment où toutes les formes du pa-  
ternalisme, dans le but de conjurer le déchaînement de la lutte de  
classe, offrent aux travailleurs de "participer à la gestion" sous  
le titre bien sonnant de "promotion ouvrière". La maturité technique  
et le sens d'organisation des ouvriers sont désormais évidents et ce  
n'est pas par ce côté là qu'ils pèchent mais bien du côté politique  
où toutes les données fondamentales sont falsifiées et la ligne his-  
torique d'action galvaudée et ramenée au niveau des illusions de la  
petite bourgeoisie.

Ce n'est donc pas seulement une "erreur théorique" mais davantage un produit du recul du mouvement international que cette floraison de révisions "anti-parti" qui dirigent leurs flèches empoisonnées contre la seule base de continuité de la théorie prolétarienne, à travers les pays et à travers l'histoire. Non pas des "innovateurs" mais des attardés - historiquement parlant - peuvent croire très astucieux de faire surgir spontanément la notion politique de la lutte révolutionnaire de l'étroite ambiance de l'exploitation économique, de la même façon que leurs bien plus illustres prédécesseurs de l'école du matérialisme vulgaire voulaient faire de la pensée une "sécrétion du cerveau". Qui raisonne en dialecticien est convaincu au contraire que la théorie (et non pas la "conscience") de classe est le fruit d'une expérience historique et d'une étude scientifique du mécanisme économique; son exactitude et sa solidité dépendent de sa continuelle confrontation avec les événements, mais cela suppose une continuité de principes et une objectivité que seul le parti peut procurer. La faillite des partis qui ont tourné le dos à ces principes confirme en réalité leur nécessité.

Déjà les ouvriers parisiens de 1848, qui luttèrent magnifiquement contre la répression Cavaignac, ne durent-ils pas leur remarquable cohésion au système d'organisation des "ateliers nationaux", initiative bourgeoise qui anticipait sur les modernes "armées de travail" de la phase d'expansion du capitalisme ? Mais la leçon politique de l'évènement, son intégration dans la ligne historique du mouvement prolétarien, furent définies, non par les valeureux combattants sur leur expérience directe et personnelle, mais par le parti, réduit peut-être à un seul "cerveau", celui de Marx, qui dégagait toute la signification de l'évènement et les enseignements qu'il comportait. Il montra comment la dialectique de l'histoire conduisit une bourgeoisie soucieuse d'encadrer militairement les ouvriers et de les dégoûter à tout jamais de toutes formes collectives de groupement à leur fournir un système d'organisation qui leur permit d'affronter la guerre civile. Mais il montra aussi l'antagonisme irrémédiable entre le prolétariat et la bourgeoisie: celle-ci, à peine débarrassée de son adversaire le féodalisme, se retourne, féroce et impitoyable contre son allié de la vieille.

De même la formidable concentration de la production moderne et l'enrôlement de masses de prolétaires dans d'immenses armées pourvues des moyens d'action les plus complexes et les plus perfectionnés contribuent grandement à développer chez les ouvriers d'indéniables aptitudes techniques et militaires. Mais lorsque ces qualités sont mises en évidence par le cours brutal des événements, comme ce fut le cas en Hongrie, il apparaît tout aussi nettement qu'elles ne peuvent pas suppléer à l'absence d'une claire vision politique et d'une direction de parti.

Nous disons qu'il y a absence de direction politique prolétarienne d'un mouvement, non seulement lorsqu'on prétend remplacer le parti authentique de classe par des formes spontanées d'organisation (c'est une sorte de révisionisme dont nous nous occuperons plus en détail une prochaine fois), mais aussi



lorsqu'on assigne cette direction à un amalgame démocratique de partis de "travailleurs". Cette conception nie en fait toute continuité historique de programme dans le mouvement car, aujourd'hui, tous les partis de masse ont depuis longtemps renié leur plateforme de départ et les derniers en date ont aussi abandonné la tradition de la lutte qu'ils menaient contre leurs aînés de la grande famille des renégats.

On voit par là que la critique de toute cette évolution n'est pas une stupide querelle de sourds. Nous savons bien en effet qu'on ne "redresse" pas un parti opportuniste, mais à la base de son évolution il y a toujours des erreurs de fondement théorique qu'il est nécessaire de déblayer avant la future reprise. L'une d'entre elles est entretenue avec ténacité par la tradition trotskyste; elle se fonde elle-même sur cette double aberration: -caractère de classe de l'organisation défini par la composition de ses membres, -possibilité de corriger sans cesse les déviations de principe par la volonté démocratique de la base. Nous avons fait justice de la première, quelques mots restent à dire sur la seconde.

Pour l'essentiel de cette question il nous faudra renvoyer le lecteur à nos textes classiques (notamment les "thèses pour le programme de la Gauche") où est fait le procès, non seulement de la démocratie bourgeoise, mais de l'intrusion de son idéologie dans les rapports internes de l'organisation prolétarienne. La garantie du caractère de classe du parti, nous ne pensons pas qu'elle puisse résulter de la confrontation démocratique des opinions, ni du contrôle du "centre" par la base, copié sur le mode bourgeois où l'élu est censé être responsable devant l'électeur. La garantie réside pour nous dans la fidélité absolue aux principes fondamentaux sur lesquels s'est construit le mouvement communiste international. L'homogénéité et la cohésion de l'organisation, le respect de sa discipline n'ont pas d'autres fondements et il n'y a aucune convention d'ordre démocratique ou formel, tel le "droit de fraction", qui puisse sauver l'organisation lorsque les pas décisifs vers l'opportunisme ont été accomplis. Par contre la pratique de ce droit ouvre la porte à toutes les révisions et remises en cause des principes.

Ceci pour le côté théorique de la question. Si nous nous référons au côté historique nous devons reconnaître qu'il y eut bien une période où les tendances de gauche de la social-démocratie mirent à profit la démocratie interne et firent appel à la décision de la base. C'était au lendemain de la première guerre impérialiste et il s'agissait de sauver le maximum de forces prolétariennes dans des organisations qui n'avaient pas été, dans leur intégralité, entraînées par la trahison des chefs. Il ne faut pas oublier l'importance d'une certaine réaction à la politique d'union sacrée de la part de quelques dirigeants allemands et français des sections de la II<sup>e</sup> Internationale, ni l'hostilité du centre et de la gauche du parti socialiste italien et l'attitude courageuse d'autres partis des nations mineures (le parti serbe notamment). Une crise internationale s'ouvrait alors, tandis que se développait le puissant mouvement

russe et, formellement tout au moins, les grands principes internationalistes et communistes vivaient encore dans les partis ouvriers.

Mais rien de semblable n'existe dans la situation d'aujourd'hui: le prolétariat recule sur toute la ligne, ses partis ont oeuvré à la plus honteuse des collaborations de classe et renoncé, dans la théorie et le programme également, aux principes fondamentaux du communisme. On peut espérer en une "réaction de la base" lorsque la masse ouvrière vit sur une idée générale conforme, pour l'essentiel, à la doctrine de classe. Mais lorsque toutes les notions sont faussées, abominablement assimilées à leur contraire, les révolutionnaires n'ont pas à attendre des "redressements" ces partis opportunistes que poursuivent les trotskystes et autres partisans de l'éclectisme politique; ils ne peuvent que souhaiter au plus tôt leur écroulement total: ce n'est pas une échéance qu'on facilite lorsqu'on leur tend la perche avec la démocratique formule de la "pluralité des partis".

...  
Nous nous étions promis d'examiner brièvement l'identification, par Naville, de la "nouvelle N.E.P" qu'il préconise avec celle de Lénine en 1921. Nous nous limiterons à quelques points qui montrent combien ce parallèle est abusif.

Pour couper court à toute confusion l'essentiel est peut-être de rappeler que le recul avoué que constituait la N.E.P de Lénine se situait surtout sur le terrain politique. Bien entendu le politique et l'économique ne sont pas deux "catégories" étanches et absolument distinctes, mais il s'agit ici de désarmer cette spéculation que les détracteurs "de gauche" des bolchevicks ont transmise à divers groupuscules "oppositionnels" et selon laquelle la N.E.P aurait représenté un recul du socialisme au capitalisme. L'erreur prend naissance dans une trop littérale interprétation des termes "communisme de guerre".

En réalité, comme cela sera plus longuement expliqué dans des textes ultérieurs, l'économie de la période de guerre civile n'était pas socialiste: "une économie de ville assiégée" la définit-on dans ces textes, c'est à dire une économie de rationnement extrême, de contrôle rigoureux sur les transports et la production industrielle, afin de suppléer à la carence de l'activité "privée" et de faire face aux besoins de l'armée et de la population. Il s'agissait en fait d'une économie "sous-capitaliste", nivelant la misère, planifiant... la carence productive.

Le retour à une certaine liberté du commerce, qui devait s'imposer après la fin de la guerre civile, n'était donc pas un retour au capitalisme mais un retour à ses prémisses économiques: le mécanisme mercantile dans la production. Pour

les raisons que nous avons déjà exposées dans notre précédent opuscule: - état arriéré de l'économie russe, dislocation de l'appareil de production et d'échange, carence de la révolution bourgeoise dans les campagnes - le capitalisme était un objectif du pouvoir prolétarien: il s'agit bien entendu de la forme de production capitaliste et non pas de l'ensemble politico-social bourgeois. Dans la mesure où le pouvoir prolétarien, pour atteindre cet objectif et remettre préalablement en marche la machine productive, devait avoir recours à des forces sociales non prolétariennes et sans aucun doute défavorables au socialisme, il marquait un recul non par rapport à une économie socialiste de perspective encore lointaine, mais par rapport à l'objectif immédiat qui était l'économie capitaliste sous le contrôle dictatorial du prolétariat: le capitalisme d'Etat.

Recul politique, peut-on dire, parce qu'en cédant du terrain aux forces non prolétariennes et non socialistes sur le plan de l'économie, le pouvoir d'octobre redonnait vie à des adversaires de la dictature du prolétariat. Mais il n'avait pas le choix; le point culminant de contrôle politique et social de la production atteint dans la période du "communisme de guerre" ne pouvait être maintenu, une fois la paix revenue, sous peine de voir toute la paysannerie faire bloc avec la contre-révolution et même des centres militaires et industriels se révolter contre le pouvoir, comme cela se produisit à Cronstadt en 1921. Il fallait à tout prix améliorer les conditions de vie des ouvriers et des paysans, ce qui, dans un pays aussi délabré, ne pouvait être fait, répétons-le, qu'en ayant recours au mécanisme du marché, au stimulant du profit. Mais en matière de structure politique, de toute puissance de l'Etat ouvrier, de dictature prolétarienne sur les autres classes, il n'y eut absolument aucune concession, aucun reniement: la fameuse formule de Lénine se situait incontestablement dans la perspective de la révolution internationale.

Toute autre est la situation présente de la zone d'influence russe et c'est pourquoi on n'a pas le droit d'assimiler une éventuelle amplification du relâchement consécutif à la "déstalinisation" à la N.E.P de Lénine. Sans doute aujourd'hui aussi on assiste, dans les démocraties populaires, à une crise sociale consécutive à la misère et à la désorganisation productive. Mais les causes en sont toutes différentes: les souffrances de la population ne sont pas imputables aux destructions causées par la guerre civile entre révolution et contre-révolution - les plaies de la guerre mondiale étant par ailleurs cicatrisées - mais sont le résultat d'une politique d'intense effort productif capitaliste et d'une spoliation impérialiste de la part de la Russie. Et surtout le jeu complexe qu'expriment les velléités d'autonomie des satellites vis à vis de l'U.R.S.S n'ont rien de commun avec une politique prolétarienne et socialiste. La perspective de révolution internationale qui justifiait les "pas en arrière" d'un pouvoir authentiquement prolétarien est totalement absente des préoccupations de ces gouvernements hybrides de "déstalinisateurs" que seule la menace de la colère ouvrière et le spectre de la catastrophe économique ont incités à montrer quelque fermeté devant la grossière impudence des états-majors russes.



Dés lors si ces gouvernements- qu'ils composent avec la nation moscovite, comme celui de Gomulka en Pologne, ou qu'ils soient poussés à entériner l'insurrection armée, comme celui d'Imre Nagy en Hongrie - se décident à lâcher du lest en faveur de la gestion "privée" de l'économie ce sera au profit de la conservation sociale et du capitalisme. Vous voulez appeler cela une "N.E.P" ? Soit, mais une N.E.P de contre-révolutionnaires pour conjurer la crise sociale imminente et sauver de l'éventuelle dislocation du bloc russe tout le contenu de sa structure d'exploitation de classe.

Deux décades d'opportunisme nous ont habitués à cette méthode de transposition aveugle des mots d'ordre, qui ne tient pas compte des conditions historiques et de l'expérience établie mais seulement des influences et suggestions passagères du moment. La scholastique pseudo-léniniste du trotskysme n'était pourtant jamais allée aussi loin dans ce sens, même à l'époque de l'apologie de la Résistance et du maquis: voilà maintenant le mot d'ordre d'indépendance nationale élevé à la hauteur de mot d'ordre prolétarien et socialiste !

Nous ne répèterons pas ici les données théoriques du problème, à savoir que la participation du prolétariat aux mouvements de systématisation nationale se justifie dans des périodes et des lieux déterminés dans la mesure où ces mouvements ont pour contre-partie la transformation économique et sociale de régimes pré-capitalistes et où cette participation s'insère dans la stratégie générale de la révolution socialiste. Si une telle tâche se posait au prolétariat d'Europe Centrale, la thèse ne serait acceptable qu'à la condition de balayer tout le concept démocratique de la "pluralité des partis" chère à Naville. Elle impliquerait en effet que la liquidation des vieux régimes se fasse sous la dictature du prolétariat, dans des conditions déterminées d'alliance avec les autres classes opprimées, mais toujours dans le cadre d'une rigoureuse conception programmatique inconciliable avec la notion trop vague des "partis de travailleurs". Mais cette tâche ne se pose pas car il y a longtemps que le régime capitaliste a conquis cette partie de l'Europe et qu'il est assez développé pour mériter d'aller à l'abattoir. Ce sera la tâche de la révolution de demain; pour courageuse que soit l'héroïque révolte hongroise elle ne s'engage pas sur cette voie.

Il ne s'agit donc pas d'exhalter les sentiments patriotiques et anti-russes des masses travailleuse des démocraties populaires, mais de montrer au contraire que la lutte des ouvriers hongrois s'est obscurcie de revendications non prolétariennes et d'une idéologie nationale-démocratique. Il est indéniable que les conditions spéciales créées par la domination russe en Europe centrale interposent entre le prolétariat de ces pays et ses objectifs de classe l'écran de l'idéologie des "nations opprimées". Les causes en sont objectives et non subjectives: il ne s'agit pas de vieux préjugés mais de conditions matérielles impérieusement imposées, d'une situation historique que seul le renversement des forces entre prolétariat et bourgeoisie à l'échelle internationale peut modifier. Il s'agit en particulier d'un effort considérable

de la part du prolétariat russe qui, en tant que prolétariat de la nation qui opprime et exploite, peut le plus radicalement dénouer l'union sacrée qui lie ouvriers et bourgeois des démocraties populaires en menant - strictement selon Lénine ("Notes sur la question nationale") - une lutte acharnée contre le chauvinisme russe et le panslavisme, en se solidarissant avec la classe ouvrière des "satellites" par sa propre révolte contre l'Etat capitaliste russe.

Pour condenser autour d'une idée principale toutes les remarques que nous venons de faire, il nous faut revenir au critère fondamental du rôle de la violence dans l'histoire. Au moment où il devient plus évident que jamais qu'elle seule compte dans la phase décadente du capitalisme et qu'elle est le seul contenu de la "démocratie", soit comme forme de gouvernement, soit comme principe de rapports entre les Etats, l'opinion politique unanime s'efforce de l'exorciser en invoquant, sous des formules plus ou moins renouvelées, le vieux mythe usé de l'évolution pacifique de la société.

Naville n'y échappe pas, dont la position ne fait que prolonger, avec plus de recherche et de sincérité peut-être, les illusions d'une amélioration progressive des systèmes de l'Est et de l'Ouest, et qui consacre, dans ses conclusions sur les rapports entre l'U.R.S.S et les démocraties populaires et dans la revendication de la pluralité des partis démocratiques, l'éternelle thèse opportuniste de la possibilité de rapports pacifiques entre les classes et entre les Etats.

Ce n'est là que pur trotskysme, c'est à dire la scholastique soit-disant léniniste, mais bien proche de l'opportunisme stalinien, qui rejette comme exceptionnel et secondaire ce qui, chez Lénine, était fondamental et permanent - la dictature du prolétariat - et par contre revendique comme général et définitif ce qui, chez le maître, était particulier et transitoire: le front unique et l'alliance avec la paysannerie. Mais les mêmes illusions de crétinisme démocratique nous les retrouveront aussi, comme nous le verrons en une prochaine occasion, chez des prétendus extrémistes qui affirment avoir gagné, de leur rupture avec le trotskysme, une vision originale de l'évolution de la société capitaliste et des voies nouvelles pour la révolution prolétarienne.

Trotskyistes ou non, ces conceptions ont avec lui un dénominateur commun: une sainte horreur pour le principe de l'hégémonie du parti de classe et pour la dictature, une sottise assimilation de celle-ci à son contraire la "dictature" stalinienne et post-stalinienne qui n'est que l'expression moderne et totalitaire de la démocratie en acte, c'est à dire du pouvoir de plusieurs classes que les contingences historiques ont appelées, pour la dernière fois sans doute, à impulser le mode capitaliste de production et à faire preuve en conséquence de dynamisme et de vio-

lence sociale. Cette violence, si nous l'identifions sans hésitations comme non prolétarienne et non socialiste, nous ne saurions la condamner au nom de principes humanitaires et pacifistes. Bien au contraire ce que nous reprochons à ses promoteurs, même s'ils n'ont pas encore abandonné formellement le principe de l'hégémonie du parti, c'est d'avoir vidé celui-ci de tous les principes politiques fondamentaux et d'avoir noyé les partis communistes du monde entier dans une idéologie de pacifisme social et d'union du prolétariat avec les autres classes. Ce n'est pas en opposant à cette décomposition la liberté des tendances et des idées qu'on pourra redresser le mouvement ouvrier international, mais au contraire en redonnant vie organique au programme historique du prolétariat, en proclamant l'autonomie idéologique et politique la plus absolue du parti, en prêchant la rigueur et l'intolérance doctrinale à la place de la conciliation et de l'éclectisme.

L'expérience hongroise, si elle nous révèle le dynamisme révolutionnaire des ouvriers de l'est européen, nous montre aussi quelle est encore la force de sujétion à l'idéologie démocratique, laquelle se manifeste tout autant dans leur programme revendicatif que dans leur tactique d'alliance avec les autres classes non prolétariennes avec leur objectif national et démocratique. Saluons-donc l'immense courage des révoltés de Budapest et l'incontestable caractère révolutionnaire de leur action, mais n'épargnons pas les sarcasmes à ceux qui ignorent pudiquement l'essentiel de ce caractère, c'est à dire la violence sociale, et exaltent ce qui fut la faiblesse de ce mouvement: le "programme", la trop grande inféodation à l'idéologie de l'adversaire de classe: le démocratisme.

- : - : - : - : - : -



## Compte-rendu de réunion de groupe.

### LA REVOLUTION CHINOISE

-:--:-

- II. -

Il importe tout d'abord de rappeler ici, en guise d'introduction, que ce texte sur la Chine ne prétend pas être une étude historique complète des causes et du développement de la révolution chinoise. Il s'agit tout au contraire pour nous d'illustrer, sur cet exemple particulièrement important, la position marxiste et révolutionnaire vis à vis des révolutions nationales dans les pays autrefois colonisés. Ce n'est donc pas un travail académique, mais un travail de parti.

Dans notre première partie, après avoir envisagé la pénétration des différents impérialismes en Chine et les bouleversements qu'ils y apportèrent, nous avons tenté d'illustrer, d'une part les progrès du capitalisme national chinois (en liaison avec les grands événements mondiaux: guerre de 1914, révolution russe ...), d'autre part et surtout, la liaison entre la révolution russe et la lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme (Congrès de Bakou). Nous avons ensuite envisagé comment l'abandon par l'Internationale Communiste des principes révolutionnaires et de la tactique "orientale" définie par le Congrès de Bakou en 1922, amena l'écrasement de l'insurrection héroïque du prolétariat chinois à Changai et à Canton, ainsi que les conséquences qu'eût cette ultime défaite sur le mouvement communiste mondial.

Il nous reste à envisager la révolution qui suivit la deuxième guerre mondiale, et aboutit à la constitution de l'Etat chinois. Nous le ferons en liaison avec l'attitude de la Russie, et en essayant de dégager la signification de cette révolution vis à vis de la tâche historique du prolétariat: la révolution communiste mondiale.

-:--:-

### Guerre ou révolution.

Les lois de fer de l'économie condamnent la société capitaliste moderne, c'est à dire impérialiste, à se mouvoir entre les deux pôles opposés de la guerre et de la révolution. A l'échec de la vague révolutionnaire qui succéda à la guerre de 1914 - et dont le mouvement ouvrier n'a pu encore se relever - fit suite une phase de "redressement" et de "prospérité" de la société bourgeoise, dont le couronnement devait être la guerre impérialiste mondiale de 1939.

Malgré des apparences simplistes l'histoire de la société bourgeoise ne peut être schématisée par un cercle immuable, sur lequel seraient marquées diverses étapes: redressement (ou reconstruction) - prospérité - crise (ou guerre), et ainsi de suite... A la fin de chaque cycle l'ensemble de la société ne se retrouve pas, identique à elle-même, à son point de départ; bien au contraire, par le jeu de sa dynamique propre elle parcourt plutôt une spirale qui va en s'amincissant, réduisant ainsi toujours plus ses conditions d'existence, jusqu'à ce que l'intervention violente du prolétariat y mette un terme définitif.

"La violence est l'accoucheuse de l'histoire". Si cette thèse classique du marxisme va de soi pour la révolution, elle n'en est pas moins valable pour la guerre. Par son contenu de violences, de crises, par les bouleversements rapides qu'elle amène dans les rapports de force entre les différents pays, la guerre se fait souvent le fourrier de la révolution: la Révolution de 1917 est en somme le prolongement dialectique de la guerre de 1914.

Aussi bien, pour les pays d'Orient - et plus particulièrement pour la Chine qui nous intéresse ici - la dernière guerre impérialiste a créé les conditions objectives de la révolution démocratique. Les masses populaires, entraînées par le double objectif de la démolition des structures féodales archaïques et de l'exploitation colonialiste, ont pu s'engouffrer dans la brèche creusée par l'effondrement militaire du Japon et par la faiblesse relative de l'impérialisme mondial, consécutive à un effort de guerre prolongé.

Mais l'hypocrisie bourgeoise ne peut, ni ne veut, reconnaître ces faits, car ce serait avouer la profondeur et la légitimité de la haine que son exploitation féroce a fait naître aux colonies, ainsi que son impuissance à circonscrire et à étouffer les mouvements d'indépendance nationale des peuples de couleur. Aussi devons-nous tout d'abord faire table rase de toutes les interprétations fantaisistes et intéressées qui se sont répandues

sur les mouvements coloniaux, qu'elles proviennent du camp "atlantique" ou du camp "soviétique", sans oublier au passage les écoles pseudo-gauchistes qui nient toute portée historique à ces mouvements d'indépendance nationale.

La thèse officielle de Washington - et à sa suite de Londres et de Paris - affirme que l'on doit réduire la révolution anti-colonialiste chinoise à une opération de la "cinquième colonne" russe, qui aurait fourni aux troupes de Mao Tsé Toung des armes et des chefs. On serait ainsi en présence d'une sorte de révolution de palais, pendant asiatique du coup d'Etat tchécoslovaque de 1948, ayant pour but d'étendre la domination soviétique jusqu'aux limites maritimes de l'Asie.

Cette thèse atlantique est du reste acceptée dans ses grandes lignes par la propagande soviétique, trop heureuse de pouvoir se servir des affirmations du "camp ennemi" pour entonner les louanges de "l'éternelle amitié des peuples russe et chinois". Mais heureusement "les faits ont la vie dure", et ils viennent sensiblement troubler l'harmonie de ce remarquable duo.

Un fait s'impose immédiatement, c'est la généralité des révolutions anti-impérialistes aux colonies. Elles embrassent une aire géopolitique de 17 millions de Km carrés pour un peu plus d'un milliard d'habitants. Sur cet ensemble énorme l'Asie dite "communiste" représente seulement 9.736.000 Km carrés pour 550 millions d'habitants environ, ce qui fait à peu près la moitié du total. Bon gré mal gré, les propagandistes atlantiques devront admettre que le machiavélisme soviétique ne peut rien pour expliquer l'autre moitié.

Mais même pour ce qui concerne l'Asie "rouge", nous nions absolument qu'elle ait bénéficié d'une aide efficace de la Russie dans l'accomplissement de la révolution. Bien au contraire la Russie soviétique, au même titre que les autres nations impérialistes, a constitué un des obstacles majeurs à la réalisation de l'indépendance nationale de la Chine.



On peut dire en fait que la Russie soviétique, passé le cap décisif de 1927, a hérité de la politique tsariste fondamentalement anti-chinoise. Nous avons illustré ce fait dans l'article précédent, en mettant particulièrement l'accent sur la "Convention politique" de 1907, qui consacrait l'alliance russo-japonaise à des fins d'exploitation et de démantèlement colonialistes de la Chine. Il nous montre que de 1927 à 1945 la Russie soviétique a renoué avec cette politique réactionnaire et repris à son compte l'attitude pro-japonaise du régime tsariste.

Depuis la proclamation de la République Chinoise, le Japon dominait pratiquement la Mandchourie par l'intermédiaire de son homme de main Chang Tso Lin et détenait, depuis la paix de Versailles, le Chantoung. Le maréchal mandchou, puissamment soutenu par le Japon, devait à la suite de deux guerres occuper la presque totalité de la Chine du Nord avec Pékin. Mais en 1928 l'armée nationaliste de Chang Kai Check l'en chassait; ce fait, allié à la constitution du gouvernement de Nankin, qui s'efforçait, avec plus ou moins de continuité et de compromis, de constituer l'unité nationale, menaçait directement la position prédominante du Japon en Chine, d'autant plus que Chiang Hsue Liang, successeur de son père Chang Tso Lin à la tête de la Mandchourie, venait de donner son adhésion au Kouomintang.

Nous avons déjà montré combien la domination sur la Mandchourie, riche à la fois de produits agricoles et de matières premières clés faisant totalement défaut dans l'archipel nippon, constituait une nécessité vitale pour l'impérialisme japonais. Ce dernier ne pouvait donc supporter aucune atteinte à ses privilèges colonialistes en Mandchourie, qui constituaient un de ses atouts maîtres dans la concurrence effrénée qu'il livrait au capitalisme occidental et plus particulièrement américain. Aussi, après avoir mis en avant des prétextes plus ou moins fantaisistes, les troupes nippones occupent Moukden en septembre 1931. Dès lors les événements se précipitent, et malgré une violente agitation anti-japonaise à l'intérieur du pays et l'hostilité ouverte de l'Amérique, le Japon envahit la Mandchourie qui, en mars 1932, se constitue en Etat "indépendant": le Mandchoukouo, pure et simple colonie japonaise.

L'évènement ne va pas sans répercussions internationales: la Société des Nations saisie de l'affaire, décide - sous l'influence prédominante de l'Amérique qui n'en faisait du reste pas partie, et contre les répugnances de l'Angleterre - de condamner l'agression du Japon et de ne pas reconnaître le Mandchoukouo. En réponse de quoi le Japon sort bruyamment de la Société des Nations, reprend les hostilités et occupe en 1933 le Je Hol. L'hostilité américaine à la politique expansionniste du Japon n'avait évidemment pas pour fondement quelque préoccupation humanitaire visant à la défense "de la liberté des peuples faibles et opprimés". Bien au contraire la position de Washington s'éclaire, si l'on songe que l'Amérique n'avait pas abandonné le principe, déjà ancien, de la politique de la "Porte ouverte", c'est à dire la création d'un consortium international réunissant les principaux pays impérialistes, pour l'exploitation de la Chine; dans un tel consortium, la puissance incontestée de Wall Street assurait à l'Amérique la position prédominante. On comprend ainsi l'attachement de l'Amérique à maintenir l'intégrité du territoire chinois, ainsi que ses hypocrites attaques contre le "colonialisme" des puissances occidentales et du Japon, attachés quant à eux à la politique traditionnelle des "concessions" et des "sphères d'influence". L'impérialisme américain ne visait pas à l'obtention de sphères d'influence en Chine, parce que c'était la Chine toute entière qu'il considérait comme sa propre sphère d'influence spéciale, et parce qu'il visait à la monopolisation de l'énorme marché chinois, dont les dimensions convenaient parfaitement à la puissance de son industrie. L'antagonisme entre l'Amérique et le Japon se présente donc essentiellement comme un conflit entre un capitalisme jeune, relativement arriéré et défavorisé par sa situation géographique (manque de matières premières et de produits agricoles) et un capitalisme hautement développé et pourvu "à domicile" de toutes les richesses naturelles. Ce conflit, également motivé par la concurrence américano-japonaise dans le Pacifique, devait conduire ultérieurement à l'épisode de Pearl Harbour et à la guerre qui se termina à l'avantage écrasant de l'Amérique. Mais, pour en revenir à la création du Mandchoukouo, quelle fut

donc, face à cette attitude d'hostilité évidemment intéressée de Washington, la position de l'U.R.S.S, que l'on nous dit être "le bastion de la lutte anti-impérialiste" et le "défenseur des peuples opprimés" ? Non seulement la Russie s'abstint de toute protestation, même platonique, mais encore donna-t-elle indirectement son accord à l'agression japonaise. La Russie conservait encore du tsarisme le contrôle du chemin de fer de l'Est chinois, qui constituait l'artère vitale de l'exploitation industrielle et commerciale de la Mandchourie. Or, en juin 1933, alors même que venait d'être signé l'armistice sino-japonais, la Russie ouvrit des négociations avec le Japon pour la cession de ce chemin de fer. En mars 1935 l'accord était conclu, et la Russie recevait de Tokyo 140 millions de yen.

La signification de ce geste ne peut être équivoque: la Russie sanctionnait l'annexion de la province la plus riche de la Chine au profit d'un Etat impérialiste que toute son histoire - et même sa géographie - désignait comme l'obstacle le plus sûr à l'indépendance chinoise. Ainsi la Russie participait à l'exploitation impérialiste de la Chine, et nouait avec le Japon une alliance solide, prouvant quelle était intéressée au maintien du statu quo chinois.

Mais la constitution du Mandchoukouo ne devait pas arrêter la poussée japonaise en Chine. Un nouveau conflit éclate en 1937, malgré les positions conciliatrices de Chang Kai Chek vis à vis du Japon. La guerre - contrairement aux prévisions optimistes des généraux nippons, dure jusqu'à la fin de 1940, pour se déchaîner à nouveau en 1941 (après Pearl Harbour) dans le cadre plus vaste du conflit mondial.

Au moment du déclenchement de la guerre entre le Japon et la coalition Etats-Unis - Angleterre - France - Hollande, le gouvernement nationaliste chinois avait perdu la plus grande partie de son territoire: toutes les provinces septentrionales et toute la côte de la Mandchourie à l'Indochine, c'est à dire la partie la plus peuplée et la plus industrialisée de la Chine.



Face à cette conquête violente de la Chine entière au profit de l'impérialisme nippon, la Russie soviétique eût l'occasion de réaffirmer son accord avec la politique japonaise. Alors que la guerre sino-japonaise faisait rage, fut signé le 16 septembre 1939 un nouvel accord entre la Russie et le Japon; il stipulait une trêve des hostilités en Mongolie de trois ans, et la délimitation des frontières entre la Mongolie Extérieure et le Mandchoukouo. Là encore aucun doute n'est permis: par la délimitation des frontières et la trêve de trois ans, la Russie garantissait la sécurité des frontières de la Mandchourie, permettant ainsi au Japon d'augmenter le nombre de ses troupes sur le front chinois. De plus la Russie profitait de la débâcle chinoise pour garantir ses propres conquêtes. L'accord de 1939 est presque identique, même dans les termes, à la "Convention politique" de 1907, qui garantissait la possession russe de la Mongolie Extérieure, contre la reconnaissance des annexions nippones: Mandchourie et Corée.

Durant toute la guerre la Russie resta fidèle à son pacte, s'abstenant scrupuleusement d'aider la lutte chinoise, que ce soit celle de l'armée nationaliste de Chang Kaï Chek ou celle des partisans de Mao Tsé Toung. Il faut en effet rappeler aux staliniens, dont la mémoire est trop souvent sujette à des défaillances quasi miraculeuses, qu'à la suite de propositions réitérées des dirigeants communistes chinois, et plus particulièrement après un voyage à Nankin de Mao Tsé Toung, Chu Teh et Chou En Laï, "l'union nationale" s'était réalisée contre l'armée nippone (I). L'attitude soviétique s'opposait donc directement à la politique suivie en Chine par les forces de Mao.

---

Note (I): Il importe de noter en passant cette attitude "front national" du Parti Communiste chinois, sur laquelle nous reviendrons plus loin, et qui souligne le caractère ouvertement bourgeois de l'action des "communistes". Ajoutons-y également un détail significatif: Chou En-Laï, actuellement en visite au Cambodge, a déclaré à des journalistes américains que la solution pacifique du problème de Formose consisterait dans "le retour du généralissime Tchiang Kaï-Chek sur le continent, avec un poste plus élevé que celui de ministre". Il a ajouté: "Après tout, Tchiang est un vieil ami et nous avons, dans le passé, travaillé étroitement ensemble". Sans doute faisait-il allusion au massacre des magnifiques prolétaires chinois à Canton et à Changai en 1927!

A l'occasion de la III<sup>e</sup> session plénière du Comité Central Exécutif du Kouomintang un manifeste est publié, qui conclut en ce qui concerne les "communistes":

"Maintenant, repoussés dans l'extrême Nord-Ouest du pays, où les conditions d'existence sont précaires, ils ont fait connaître leur désir de se soumettre au gouvernement central.

"Le Kouomintang est prêt à accepter la main tendue, mais il n'oublie pas les leçons du passé et ne veut pas répéter ses erreurs."

Par le canal de son journal, le New China, le Parti Communiste Chinois répondait en ces termes:

"Dans le dessein d'être d'accord avec la demande générale du peuple chinois: "cessons la guerre", "unissons-nous pour la lutte contre le Japon", le Parti Communiste Chinois veut bien entamer des négociations concrètes pour le réajustement des relations entre le Kouomintang et le Parti Communiste, sur la base des conditions posées par la III<sup>e</sup> session plénière du Kouomintang.

"De cette manière, le but de la coopération des deux partis, la résistance à l'ennemi commun, peut être atteint".

Comment donc nos zélés propagandistes staliniens vont-ils s'y prendre pour concilier l'attitude ouvertement pro-japonaise de la Russie dans le conflit de 1937, avec la prétendue collaboration "de toujours" avec Mao Tsé-Toung et le Parti Communiste Chinois ?

Toutefois, quelques semaines avant l'effondrement définitif de l'armée japonaise, lorsque sa déroute complète ne pouvait plus faire de doute, la Russie faisait volte-face avec un cynisme stupéfiant, et entra en guerre contre le Japon aux côtés de l'Amérique. La signification de ce changement de politique était dévoilé à la Conférence de Yalta, qui se tint en février 1945. La Russie revendiquait ni plus ni moins que la succession du Japon en Chine; et elle obtint effectivement la concession des voies ferrées de la Chine orientale et de la Mandchourie méridionale, ainsi que les ports de Dairen et Port-Arthur.

Après le passage du lion japonais il ne restait plus à la Russie que le rôle de la hyène; rendons-lui au moins cet hommage qu'elle s'en tira fort bien! X

Et que l'on ne vienne pas nous dire que l'établissement de bases russes en Mandchourie avait pour but de prêter main-forte dans cette zone aux forces de Mao Tsé-Toung. Le seul mobile de l'occupation soviétique fut le pillage impérialiste, et pas autre chose. Pendant l'occupation japonaise s'étaient constituées en Mandchourie des formations de partisans qui prirent le nom de Volontaires Mandchous; par la suite des unités communistes de la 8<sup>e</sup> armée de route marchèrent vers le nord et opérèrent leur jonction avec les Volontaires; enfin des forces plus importantes de la même armée passèrent la Grande Muraille, sous la direction du général Lin Piao, qui réunit ces divers éléments sous un commandement unique. Or, au lieu d'épauler ces forces "communistes" qui contrôlaient pratiquement toute la campagne, la Russie vint en aide.... aux fonctionnaires de Tchang Kai-chek. Citons à ce propos un extrait très significatif du livre de Jack Belden, "La Chine ébranle le monde" (Gallimard, 1951, p. 408):

"C'est l'Armée Rouge soviétique qui installa les fonctionnaires nationalistes dans les villes mandchoues et les y protégea durant de nombreux mois. Cette collaboration était si bien établie que Tchiang demanda aux russes de maintenir plus longtemps leur armée qu'il n'était prévu en Mandchourie afin de pouvoir y amener encore plus de troupes grâce aux moyens de transport mis à sa disposition par les américains. Durant l'été 1945, russes et américains prêtèrent conjointement la main au généralissime.

"Mais les Volontaires et les troupes de Lin Piao tenaient la campagne. Quand les russes évacuèrent Kharbine et les autres villes du nord de la Mandchourie, ils emmenèrent avec eux les fonctionnaires que Tchiang avait nommés pour gouverner ces agglomérations. C'est à la requête du généralissime que les troupes soviétiques évitèrent à ces fonctionnaires le châtement que le peuple mandchou leur réservait. Plus tard, les russes rendi-



rent leurs protégés, sains et saufs, au général tchiang. En acceptant l'aide soviétique et américaine, le gouvernement nationaliste avouait qu'il était incapable de reprendre en main la Mandchourie sans l'assistance armée de l'étranger". Et, ajoutons-nous - s'il est toutefois besoin d'ajouter quelque chose - la Russie soviétique avouait qu'elle s'entendait comme larrons en foire avec son allié américain, pour protéger et appuyer Tchang Kai-Chek dans sa lutte contre les guérillas de Mao Tsé-Toung, ou tout au moins pour profiter de l'agonie du régime nationaliste pour mettre au pillage les ressources de la Mandchourie.

---

Pour ceux qui seraient encore sceptiques, ajoutons que toute cette attitude de la Russie soviétique a été confirmée officiellement par le traité d'amitié et d'alliance entre la République de Chine et l'U.R.S.S, signé le 14 août 1945. Pourtant dès cette époque on ne peut nier ni l'existence ni l'extension du mouvement révolutionnaire chinois. De plus étaient annexés à ce traité les accords sino-soviétiques concernant le chemin de fer du Tchang-Tchoung, les ports de Daïren et de Port-Arthur, qui montrent bien de quelle monnaie les dirigeants soviétiques se faisaient payer leur aide à la Chine nationaliste. Tout d'abord les deux grandes compagnies ferroviaires, la "Chinese Eastern Railway" et la "South Mandchourian Railway" étaient réunies en une seule compagnie la "Chinese Changchun Railway", qui était exploitée conjointement par la Russie et la Chine nationaliste. Le port de Daïren devint purement et simplement une concession russe pour une durée de trente ans (la Russie espérait donc que le gouvernement nationaliste se survivrait au moins jusque là: la bourgeoisie ne mise jamais ouvertement sur la révolution, même si elle est capitaliste comme c'était le cas). Le paragraphe 5 de l'accord stipule en effet:

"Les marchandises entrant dans le port franc, destinées au transit pour le territoire soviétique sur lesdits chemins de fer (chemin de fer du Tchang Tchoung. N.D.R) et arrivant dans le port franc pour être exportées, doivent être libres de droits de douane. Ces marchandises doivent être transportées dans des wagons plombés.

"Les marchandises entrant en Chine par le port franc doivent payer les droits d'importation chinois, et les marchandises venant des autres parties de la Chine dans le port libre doivent payer les droits d'exportation chinois aussi longtemps que ceux-ci continueront à être perçus". Le "Protocole sur l'accord au sujet de Daïren", apporte d'autres précisions; paragraphe I:

"A la requête de l'U.R.S.S, le gouvernement chinois cède à bail à l'U.R.S.S, libre de charges, la moitié de toutes les installations et de l'équipement du port. Le terme du bail doit être de trente ans..."

L'accord au sujet de Port-Arthur est de la même veine; article 3:

"... Il doit être établi une commission militaire sino-soviétique pour traiter de tout ce qui concerne l'usage en commun des deux bases navales sus-mentionnées. La commission doit consister en deux représentants chinois et trois soviétiques. Le président de la commission doit être nommé par les soviétiques et le vice-président par les chinois".

Article 5:

"... Les fonctionnaires importants de la ville de Port-Arthur seront nommés et destitués par le gouvernement chinois en accord avec la Commission Militaire soviétique..."

Article 6:

"Le gouvernement de l'U.R.S.S a le droit de maintenir dans la région mentionnée à l'article 2 une armée, des forces navales et aériennes, et de déterminer leur emplacement".

Notons enfin qu'il n'a pas fallu moins de cinq ans à la Russie pour abandonner ses concessions de Port Arthur et de Daïren, et pour retirer ses dernières troupes de Mandchourie; il y avait pas mal de temps déjà que le gouvernement "allié" de Mao Tsé-Toung avait complètement stabilisé son pouvoir. Et encore les dirigeants soviétiques ont-ils été contraints à cette soi-disant "générosité" par la poussée irrédentiste chinoise, conséquence logique de la révolution bourgeoise.

Après cet historique rapide de la politique chinoise de la Russie, le rôle réel du stalinisme dans les événements révolutionnaires d'Asie apparaît en pleine lumière. La légende de l'aide russe aux révolutions anti-impérialistes en Asie n'a eu d'autres sources que les exigences de la guerre froide. Il est bien utile à l'Amérique d'accréditer ce mythe, tant pour renforcer le chauvinisme américain, que pour glacer d'épouvante le petit-bourgeois occidental en lui montrant que désormais il devra craindre au même titre le "péril rouge" et le "péril jaune", et que seule la libre et démocratique Amérique pourra lui porter efficacement secours. Mais du côté soviétique on a bien besoin également de se parer des plumes du paon, et il est bon de se présenter devant le public ouvrier comme le promoteur et le défenseur des révolutions anti-colonialistes. Obligé de démasquer chaque jour un peu plus comme un agent de la conservation capitaliste dans les pays développés, trahissant ouvertement les intérêts du prolétariat, même immédiats et restreints, dans tous les conflits syndicaux, le stalinisme a besoin de redorer son blason en s'attribuant frauduleusement le rôle de "tuteur" des révolutions anti-impérialistes. Mais ce qu'il importe au premier chef de comprendre, sur la base des thèses historiques de Bakou, c'est que ceux qui ont étouffé, émasculé la lutte de classe dans les grandes métropoles archi-capitalistes, ont par là même brisé la seule arme qui puisse fournir un renfort réel à la lutte des peuples coloniaux.

Mais pour mettre bas toute cette entreprise de bourrage de crânes à des fins de conservation sociale, nous n'avons même pas besoin d'examiner dans le détail quelle avait été l'attitude de la Russie vis à vis de la Chine depuis 1926. Nous savions déjà que l'Etat qui s'est fait le champion du "socialisme dans un seul pays" - c'est à dire de la stabilisation et de la défense de l'Etat bourgeois russe - qui s'est allié avec l'Etat capitaliste et fasciste allemand pour prendre part au partage impérialiste de la Pologne, qui s'est ensuite aligné sur le front de tous les plus grands impérialistes - Amérique, Angleterre, France, Hollande, exploiters traditionnels de tout le continent oriental, nous savions déjà que cet Etat ne pouvait



que participer à la conservation mondiale de l'exploitation capitaliste, et la préserver des secousses profondes que les révolutions asiatiques, malgré leur nature strictement bourgeoise, ne pouvaient manquer de lui porter. X

Caractère et signification de la révolution chinoise.

Il nous reste maintenant à faire le "bilan" de la révolution chinoise. Nous avons plusieurs fois affirmé que cette révolution se plaçait dans le prolongement normal de la révolution de 1911: Mao Tsé-Toung n'est que le disciple cohérent de Sun Yat-Sen, et la révolution de 1948-49 a réussi à remplir les tâches que s'étaient imposés les révolutionnaires chinois du début du siècle. Avec 150 ans de retard sur l'Europe, la Chine a accompli sa révolution démocratique bourgeoise.

Pour aboutir à cette conclusion nous disposons de deux voies: d'une part envisager les possibilités offertes à la révolution chinoise par la situation générale mondiale, et d'autre part analyser les réalisations économiques et politique du gouvernement populaire chinois.

Après la fin de la guerre de 1939-45, la société bourgeoise euro-américaine n'a pas subi de crise comparable à celle qui a suivi la guerre de 1914, dans les pays vaincus. La puissance économique de l'Amérique et l'enseignement des régimes fascistes, lui ont permis de faire face aux exigences de la "reconstruction" européenne, et d'empêcher la manifestation des crises financières spectaculaires qui marquèrent la fin de la guerre précédente. Un rôle au moins aussi important était réservé aux organismes ouvriers opportunistes: après avoir assuré la mobilisation du prolétariat dans la guerre, ils surent encore étouffer toute velléité de révolte ouvrière après la liquidation du conflit, et surtout embrigader les ouvriers dans la reconstruction de l'économie bourgeoise.

Ainsi donc, après la guerre, la direction du mouvement ouvrier international restait aux mains des opportunistes stalinien, qui permettaient à la bourgeoisie de conjurer tout

danger révolutionnaire et mettaient la main à la stabilisation capitaliste, en la travestissant des vieux oripeaux de la "libération", de la "reconstruction nationale", etc.. Or, comme nous l'avons illustré dans notre article précédent en nous référant aux thèses de Bakou (1920), toutes les possibilités de "sauter" l'étape du pouvoir politique bourgeois et de raccourcir considérablement la période d'inévitable accumulation capitaliste, pour les pays coloniaux ou arriérés, sont conditionnées à une stricte connexion entre les luttes nationales révolutionnaires des colonies et la lutte de classe du prolétariat métropolitain. Sans l'appui essentiel, primordial, du prolétariat des pays développés luttant pour l'établissement de sa dictature, sans le triomphe de cette dictature dans un certain nombre de points clés, les révolutions coloniales restent limitées à leurs seules possibilités, et ne peuvent dépasser - lorsqu'elles parviennent à l'atteindre (Afrique du Nord, Indochine) - le stade de l'Etat national. La révolution chinoise de 1949 culmine donc dans la constitution de l'Etat national, et la responsabilité historique de cette limitation - en vidant le mot "responsabilité" de son sens moral - en incombe, non certes aux masses révolutionnaires chinoises, mais bien à l'opportunisme ouvrier qui sévit dans les pays avancés.

Le caractère bourgeois de la révolution chinoise est encore confirmé par la nature sociale et politique des "acteurs" de cette révolution. C'est la nombreuse et misérable classe paysanne qui a fourni les soldats de "l'armée de libération" de Mao Tsé-Toung, aidée et encadrée par des représentants de la petite bourgeoisie : intellectuels et étudiants. L'appoint des entrepreneurs bourgeois s'est également manifesté parfois, et l'on peut citer quelques exemples de bourgeois authentiques fournissant des subsides à l'armée révolutionnaire, ou bien abandonnant avec leurs capitaux la zone de Tchang pour venir s'établir dans les "zones libérées". Le prolétariat bien qu'il soit intervenu activement dans la prise du pouvoir dans les villes, n'a malgré tout joué qu'un rôle de second plan. Et en fait, en dehors même de sa participation numériquement inférieure qui découle de la structure arriérée de la Chine, le prolétariat n'a, à aucun

moment, joué le rôle de dirigeant de la révolution. A tel point qu'il devient presque grotesque de faire sur ce plan un parallèle entre la révolution chinoise et la révolution de 1917 qui vit, dans une ambiance où nombre de tâches bourgeoises restaient à accomplir, le prolétariat russe - minorité de la société tsariste - prendre en main la direction de la révolution, annihiler les forces des autres classes qui avaient été ses alliées pendant une première phase, et établir au travers de sa dictature de classe, son hégémonie politique absolue. Ces faits, qui nous permettent d'affirmer le caractère prolétarien et socialiste de la révolution d'octobre, bien qu'elle fut limitée dans le domaine économique à l'accomplissement de tâches fondamentalement bourgeoises, font absolument défaut à la révolution chinoise. Ce n'est guère qu'à la révolution française de 1789, par exemple, que l'on peut comparer cette révolution, en formulant évidemment toutes les réserves nécessaires, découlant du décalage dans le temps. Ce décalage en effet n'est pas seulement quantitatif (160 ans), mais aussi qualitatif: la révolution chinoise s'est déroulée en pleine période impérialiste; ce fait est particulièrement important, et nous aurons l'occasion d'y revenir en analysant les enseignements de la conférence Afro-Asiatique de Bandoeng.

Les "milices" de la révolution chinoise furent donc constituées par les formations sociales classiques, que nous trouvons déjà dans les révolutions bourgeoises types de l'Europe occidentale: paysans pauvres, intellectuels petits-bourgeois, prolétaires, et plus rarement, entrepreneurs capitalistes. Il pourrait sembler contradictoire d'affirmer d'une part le caractère absolument bourgeois de la révolution chinoise, et d'autre part que les véritables bourgeois n'y prirent part que d'une manière sporadique - lorsqu'ils ne se trouvaient pas, comme la majorité des grands bourgeois, banquiers, gros négociants établis dans les ports côtiers, etc..., dans le camp réactionnaire de Tchang Kai-Chek. Mais ceci ne peut troubler que ceux qui n'ont pas assimilé la première syllabe du marxisme: le moteur profond de la révolution nous ne devons pas le chercher dans la conscience ou la volonté des individus ou des classes, mais



dans la base économique, dans le contraste fondamental entre forces et formes de production, qui engendre un alignement des forces sociales et une lutte entre elles. Le résultat réel de ces luttes nous ne devons pas le chercher dans la représentation individuelle ou collective que les acteurs de la révolution se font de celle-ci, ni même dans l'intérêt immédiat de ceux qui y participent: "on ne peut juger une époque de subversion sociale sur la conscience qu'elle a d'elle-même". Nous ne nous étonnerons donc pas de voir des capitalistes chinois dans le camp de la contre-révolution. Outre que c'est un fait historique général que les bourgeois ne se rallient qu'assez tard à leur propre révolution, (dans le cas de la France les bourgeois défendirent la victoire de la révolution, sans avoir participé à la révolution elle-même), l'attitude historique de la bourgeoisie ne découle pas d'une conscience de ses intérêts historiques, surtout pour ce qui concerne la période de lutte violente. D'autant plus que ses intérêts généraux (dans ce cas constitution de l'Etat chinois indépendant) entraînent souvent en contradiction avec ses intérêts immédiats (par exemple profiter au maximum des spéculations financières dans la zone de Tchang, qui se transformaient le plus souvent en escroqueries ou en pillages purs et simples.... et donc particulièrement lucratifs). Tout ceci n'empêche évidemment pas que la bourgeoisie se soit ralliée au régime "populaire" après son affermissement définitif, ni qu'elle collabore efficacement à l'administration de l'Etat et à la construction capitaliste de la Chine, comme les faits le démontrent avec clarté aujourd'hui.

Pour en revenir à notre parallèle avec la révolution russe, au lieu de l'élimination successive et violente de tous les alliés temporaires du prolétariat, nous trouvons en Chine le "bloc des quatre classes"; au lieu de la rupture avec le cadre national, au profit de l'extension internationale de la révolution, nous trouvons une idéologie nationale et patriotique en pleine floraison, l'érection et le renforcement de l'Etat national; au lieu de la dictature du prolétariat, le "peuple souverain" et la "démocratie populaire". Toute identification entre la révolution russe et la révolution chinoise, prétextant

que dans les deux cas il s'est agi, sur le plan économique, de mesures bourgeoises, doit donc être radicalement rejetée. Enfin, dans le domaine international, quelle commune mesure peut-il donc exister entre la campagne des bolchevicks contre les traîtres de la social-démocratie, la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale, et les lamentables homélies de Chou En-Lai à la Conférence de Bandoeng, où il a multiplié les avances à l'impérialisme mondial ? Double révolution russe et révolution démocratique bourgeoise chinoise, là est toute la différence !

Venons-en maintenant à l'examen des réalisations du nouvel Etat chinois dans le domaine économique et son orientation politique et sociale. Il ne s'agira pas pour nous de faire une démonstration minutieuse et complète du caractère bourgeois de la révolution chinoise: nous nous limiterons à des faits particulièrement significatifs: la question agraire (que nous ne ferons qu'effleurer, nous réservant d'y revenir plus tard, à l'occasion d'un exposé de la théorie marxiste de la rente foncière) et la Conférence Afro-Asiatique de Bandoeng.

D'un point de vue très général, dans une ambiance pré-capitaliste, la révolution du mode de production à la campagne passe par deux phases. La première, essentiellement destructive, vise à l'extirpation des formes pré-capitalistes de production, au travers de la lutte contre les privilèges des seigneurs terriens; dans la seconde phase, on assiste à une expropriation des petits paysans corrélative d'une concentration de la terre et surtout d'un élargissement des dimensions de l'entreprise agricole. La conséquence est l'augmentation de la productivité du travail agricole (concentration, mécanisation, etc.), permettant de réduire la population rurale tout en augmentant la production globale: l'exédent de main-d'oeuvre est absorbé par les besoins toujours croissants d'une industrie en pleine expansion.

Ce schéma classique (volontairement simplifié ici) se retrouve dans la transformation subie par la campagne chinoise, dans la fameuse réforme agraire. Là aussi, en effet, se retrouvent les deux phases. La première s'est déroulée dès 1946 dans les zones conquises les premières, pour s'étendre en 1950 et 1951 à la Chine

toute entière. Le deuxième phase est toute récente: elle est constituée par le vaste mouvement de formation de coopératives, amorcé en 1954.

La loi sur la réforme agraire, adoptée le 28 juin 1950, définit cette réforme comme le passage de la propriété terrienne à la "possession des terres par la paysannerie", "dans le but de libérer les forces productives de la campagne, d'accroître la production agricole et de préparer le chemin à l'industrialisation de la Chine nouvelle".

Avant d'examiner le sens de cette réforme, il nous faut tout d'abord tracer un tableau très rapide de l'état de l'agriculture chinoise avant la réforme. On peut attribuer en gros 45% des terres cultivées aux grands propriétaires fonciers. Leurs grands domaines sont en général très morcelés et loués à de petits exploitants suivant les règles du métayage. Le propriétaire loue au métayer une petite parcelle de terrain et lui fournit également, en général, une partie de son maigre outillage. Le métayer exploite sa parcelle avec l'aide de sa famille et paie au propriétaire une rente en nature (ou même dans certains cas en argent) qui s'élève aux 50% du produit total. Nous n'insisterons pas ici sur l'extrême degré de misère qu'entraîne ce système pour le métayer, ni sur la faible productivité du travail agricole qui résulte du morcellement. Pour l'instant nous nous contenterons de noter que le métayage ne doit pas être assimilé purement et simplement à une forme féodale: "Entre la forme primitive de la rente et la rente capitaliste nous pouvons considérer comme formes de transition le métayage et le système parcellaire..." (Marx).

A côté de ce système de métayage qui intéresse la majorité de la population agricole, nous trouvons également le petit propriétaire autonome, tout aussi misérable que le précédent, écrasé d'impôts et de taxes locales, toujours à la merci de l'usurier.

Mais parallèlement à ces formes arriérées et croupissantes, nous trouvons également en Chine la forme moderne capitaliste, ou du moins son embryon. Il existe en effet ce que les statistiques appellent le "fermier riche", qui dirige une entreprise agricole plus



vaste, employant des salariés, en général totalement dépourvus de terre. Ce fermier peut, soit louer ses terres à un propriétaire foncier, soit en être lui-même le propriétaire, et il semble du reste qu'il en soit ainsi dans la majorité des cas. Ce qui, en tout état de cause, ne change rien à la masse de plus-value extorquée aux travailleurs agricoles, seule sa répartition change: le fermier encaisse et le profit d'entreprise et la rente foncière, au lieu de se contenter du premier seulement. On peut estimer que ces fermiers représentaient, grosso modo, dans le Centre et le Sud les 6,4% du nombre total des exploitants agricoles pour 18% des terres, et dans le Nord 23,1% des exploitants pour 30% des terres. Pour ce qui concerne le nombre absolu des salariés agricoles, la statistique de 1925 donne 50 millions de personnes.

Face à cette situation quel a été le résultat de la réforme agraire ? Elle a essentiellement exproprié les propriétaires fonciers dont les terres étaient morcelées sur la base du métayage. Ces terres réquisitionnées ont été redistribuées aux anciens métayers qui ont reçu des titres de propriété. Toutefois seules les terres consacrées à l'agriculture furent réquisitionnées:

Article 4: "L'industrie et le commerce seront protégés et aucun préjudice ne leur sera porté.

"Les entreprises industrielles et commerciales exploitées par les propriétaires fonciers et les terres et autres propriétés que ces propriétaires fonciers affectent à l'exploitation des entreprises industrielles et commerciales ne seront pas confisquées."

Il est très important de noter que les terres ainsi distribuées peuvent être vendues ou louées: nous sommes là en pleine transformation capitaliste (I). La mercantilisation des produits agricoles et de la terre elle-même est en effet une des caractéristiques de l'économie bourgeoise, même lorsque le produit agricole reste dans les mains du travailleur, comme il arrive dans la petite propriété paysanne:

---

(I). Que l'on se souvienne de la brillante définition de Blanqui: "Le capitalisme fait de la terre un article de commerce".

Article 30: "Une fois la réforme agraire accomplie, le Gouvernement populaire délivrera des titres de propriété foncière et reconnaîtra à tous les possesseurs de terre le droit d'exploiter, d'acheter, de vendre ou de céder à bail des terres en toute liberté. Tous les contrats fonciers conclus avant la réforme du régime agraire seront annulés."

Pour ce qui concerne le fermier capitaliste la réforme agraire apporte aucune modification: aucune terre ne doit lui être confisquée et il doit rester le maître de son entreprise comme auparavant.

Article 6: "Les terres possédées par de riches paysans, qu'ils les cultivent eux-mêmes ou qu'ils les fassent cultiver par des ouvriers de louage, et leurs autres propriétés ne subiront aucune atteinte".

La deuxième phase de cette transformation de l'agriculture - la constitution de grandes entreprises agricoles - s'est amorcée en 1954 avec la grande campagne pour la création de coopératives.

En 1953, un pour mille des familles rurales était groupé en coopératives; en décembre 1955 44 millions de paysans avaient formé des coopératives (soit 40% de la population rurale) dont le nombre total s'élevait à 1.400.000.

Ces coopératives sont formées par apport de terre et de capitaux sous forme d'achat d'actions: le plus souvent le capital initial est versé en nature (fumier, semences, outillage, etc.). Ensuite la coopérative procède à un appel de fonds pour constituer un cheptel, un outillage, etc. La recette nette de la coopérative est divisée en trois parties: la première paye la rente foncière et est donc distribuée aux membres de la coopérative au prorata de leur apport en terre; la seconde est distribuée proportionnellement aux heures de travail, et la troisième enfin (1/20<sup>e</sup> du total) est réinvestie dans l'entreprise coopérative. En termes marxistes, la recette nette correspond à la masse de la plus-value, augmentée de la masse des salaires (I). La masse de la plus-value se divise elle-

---

(I). En première approximation tout au moins, car il importe de noter que certaines coopératives emploient des salariés purs, dépourvus de terre et étrangers à la coopérative. En effet,

même en rente foncière et profit d'entreprise. Chaque membre de la coopérative reçoit donc, outre son salaire, la rente foncière (2) et une partie du profit (l'autre partie étant directement réinvestie). Il est certain que ce mouvement coopératif correspond à une nécessité vitale pour l'économie chinoise opérer une certaine concentration dans l'agriculture, afin d'élever la productivité et de "libérer" une partie de la force de travail pour la reporter dans l'industrie. Et c'est un fait que le simple élargissement de l'entreprise agraire, en l'absence d'une véritable mécanisation (3), a permis d'accroître la production, en éliminant l'incohérence de l'exploitation parcellaire. C'est ainsi que 80% des nouvelles coopératives ont élevé leur niveau de production de 10 à 15 ou même 30% en un an ou deux.

Doit-on dire alors, comme le veut la propagande officielle, que l'on a ainsi créé un mode "d'exploitation socialiste de la terre" ? Mille fois non ! Qu'est-ce du point de vue social que le membre de la coopérative ? Il résume en lui trois figures classiques: le propriétaire foncier, le fermier capitaliste et le salarié; c'est à dire qu'il est l'équivalent de ce petit paysan propriétaire que nous connaissons bien en Occident. Et le fait de

---

(1) suite: avant le mouvement coopératif, un certain nombre de petits propriétaires avaient été ruinés et leurs terres avaient été rachetées par les "fermiers riches": donc un mouvement de concentration et d'expropriation s'était déjà dessiné avant la deuxième réforme.

(2). La rente foncière est particulièrement élevée, et constitue une part importante de la masse de la plus-value; c'est ainsi que pour les rizières 40% du "revenu net" sont affectés au paiement de la rente, pour 30% dans les exploitations d'arbres fruitiers. Pour un hectare de bananiers (recette brute 500.000 fr.), la rente est de 130.000 fr.

(3). L'industrie est encore loin de pouvoir faire face aux besoins en la matière, et l'Etat cherche à développer au maximum la traction animale: la Chine dispose, en tout et pour tout de 3.000 tracteurs pour 110 millions d'hectares.



s'intégrer à une coopérative ne change rien à l'affaire: son frère d'Occident le fait assez fréquemment sans que personne n'éprouve le besoin de lui coller l'étiquette "socialiste". La coopérative ne constitue pas une étape au-delà du capitalisme mais bien plutôt un pas vers la forme capitaliste. Dans l'accomplissement de la tâche vitale de toute révolution bourgeoise: augmentation de la productivité du travail agricole avec réduction de la main-d'oeuvre rurale, l'Etat chinois s'est surtout préoccupé d'éviter à tout prix de développer un prolétariat agricole qui viendrait grossir dans l'avenir les rangs de la révolution socialiste. Il s'est surtout préoccupé d'affaiblir, d'enliser la lutte des classes à la campagne, en créant une masse d'hybrides sociaux, qui hériteront de leurs congénères d'Occident leur traditionnel conformisme (1).

Ainsi se trouve précisé le sens strictement bourgeois de la réforme agraire: d'une part lutte contre les grands terriens afin de briser le cadre parasitaire des formes pré-capitalistes, d'autre part amorce de la concentration et de l'élargissement de l'exploitation agricole avec pour corollaire l'expropriation et l'absorption par l'industrie d'une partie de la population rurale. Ceci au travers de l'appui au paysan riche ou de la constitution de coopératives. Toute cette transformation s'accomplit au milieu d'un développement puissant du marché intérieur et d'une mercantilisation poussée des produits de la terre. Notons pour finir que l'expropriation des propriétaires fonciers ne constitue absolument pas une abolition de la rente foncière (2), dont l'existence est fondée sur le caractère mercantile de la production agricole et non sur la présence de la personne physique du propriétaire (1).

Après ce bref aperçu sur la situation agraire, examinons

---

(1). Voir à ce propos deux publications de notre mouvement: "Dialogue avec Staline" et "Dialogue avec les morts" (à paraître prochainement) dans lesquelles se trouve l'analyse et la critique du système russe des kolkhoses qui présentent de nombreux points communs avec les coopératives chinoises.

(2). La confiscation de la rente par l'Etat - réforme maximum que l'on peut réaliser dans le cadre de l'économie bourgeoise - n'a pas été tentée en Chine, alors qu'elle fut effectuée par l'Etat prolétarien dans la Russie de 1917.

quelles confirmations, la Conférence Afro-Asiatique de Bandoeng vient apporter à notre thèse sur le caractère bourgeois de la révolution chinoise. Les thèses exposées par la Chine à cette Conférence correspondent à un moment bien net de l'évolution économique et politique chinoise. Le pouvoir politique est affermi; l'Etat bourgeois centralisé est constitué; il s'agit maintenant pour lui d'imprimer le maximum d'intensité au processus d'accumulation capitaliste et d'accélérer la constitution du marché intérieur. C'est dire que la phase de révolte ouverte des pays asiatiques contre l'impérialisme blanc est définitivement close et que de plus en plus ces pays vont s'intégrer dans le cadre mondial de la conservation impérialiste. Il apparaît nettement que la préoccupation majeure de la Conférence fut de trouver un terrain d'entente avec les principaux centres de l'impérialisme blanc, hier encore les plus féroces ennemis des révolutions démocratiques asiatiques. Par delà la rhétorique creuse sur "l'anticolonialisme" ou "l'égalité des nations", les discours de Chou En-Lai dégagent le sens général de la politique étrangère de la Chine.

"Les nations d'Asie et d'Afrique - dit Nehru - ne nourrissent aucun sentiment d'antipathie et d'agressivité dans leurs rapports avec l'Europe. Nous voulons être amis avec les européens et collaborer avec eux, mais sur un pied de parfaite égalité. Pour ceci nous combattons toute forme de domination étrangère qui se présentera".

Le discours de Chou En-Lai est encore plus doucereux dans la forme, si le fond en est identique. "Le peuple de la Chine, déclare-t-il, nourrit des sentiments d'amitié envers le peuple américain, et le gouvernement de Pékin est prêt à entamer des négociations avec celui de Washington pour discuter sur les moyens aptes à faire baisser la tension en Extrême Orient et dans la zone de Formose en particulier".

Notons ce fait précis que la proposition de négocier avec l'Amérique au sujet de Formose, équivaut à reconnaître les droits impérialistes des U.S.A dans le Pacifique. Il ne s'agit pas de les dénoncer, mais de les discuter.

Tout ceci n'a pas empêché les journalistes de tous les bords de présenter la Conférence comme le premier pas vers la constitution d'un bloc politique et militaire formidable, englobant deux continents et une masse énorme de populations, prêt à se jeter contre les bastions traditionnels de l'impérialisme blanc. Il est pourtant facile de s'apercevoir que ce prétendu bloc est en réalité déchiré par des antagonismes profonds. Sans nous y arrêter davantage, signalons par exemple les nombreuses difficultés qui ont surgi lorsqu'il s'est agi de dresser la liste des nations invitées. Ceylan et le Pakistan se sont opposés à la participation de la Chine, qui fut défendue par l'Inde et la Birmanie. Finalement on se mit d'accord sur un compromis: on inviterait également le Japon, en guise de contre-poids. L'Etat d'Israël n'a pas été invité, à cause de l'opposition de la Ligue Arabe. L'Australie (pays financier du plan de Colombo) n'a pas été admise, à cause de son appui à la Hollande, contre l'Indonésie, dans l'affaire de la Nouvelle Guinée Occidentale.

Les nations asiatiques ne constituent pas le moins du monde un bloc uni, susceptible de jouer un rôle anti-impérialiste, comme le répète complaisamment la presse opportuniste. Il s'agit tout au plus d'un ensemble de pays évoluant dans le cadre de la nation, avec toutes les contradictions et tous les conflits qu'implique cette forme sociale. S'il existe entre eux une ressemblance évidente du point de vue économique: à savoir qu'ils en sont encore à la première phase du développement capitaliste, et si de nombreux problèmes leur sont communs: industrialisation à outrance, prolétarisation des paysans, etc., tout cela n'implique absolument pas une attitude politique ou diplomatique identique. Et il est de fait que ces différents Etats sont plus ou moins intégrés dans l'un des grands blocs impérialistes rivaux.

A la Conférence de Bandoeng les jeunes Etats capitalistes de l'Asie se sont tournés vers les grands centres impérialistes pour solliciter une aide économique. A la nécessité d'exporter toujours plus qui constitue une des principales caractéristiques des pays impérialistes, correspond chez ces jeunes Etats la nécessité, tout aussi impérieuse, d'accélérer la mise en place d'un équipement



industriel moderne. Et dans le cas de la Chine les conditions géographiques et géologiques du pays y sont particulièrement favorables, tant à cause de la diversité du sol que de la richesse du sous-sol.

L'impérialisme participe donc à la révolution industrielle en Asie, en exportant des marchandises, en envoyant des techniciens, en exportant des capitaux. Souvent ces capitaux sont fournis sous forme de "prêts" servant à l'achat des marchandises du pays prêteur, d'autres fois l'investissement de capitaux se réalise au travers de la création de sociétés mixtes, comme c'est le cas pour la sidérurgie indienne (usines Krupp, usines anglo-indiennes) ou pour les chemins de fer ou les barrages hydrauliques chinois (sociétés sino-soviétiques).

Paradoxalement, à première vue tout au moins, la constitution de ces Etats contre laquelle l'impérialisme a toujours lutté, lui ouvre aujourd'hui des marchés de débouchés considérables.

Le changement d'attitude de l'Amérique vis à vis de la Chine populaire est à cet égard particulièrement intéressant. La première manifestation en a été une sorte de "re-neutralisation" de Chang Kai-Shek, lors de la signature le premier décembre 1954, d'un pacte de défense mutuelle avec le gouvernement nationaliste. Si, pour des raisons de prestige évidentes, le pacte semble constituer le prolongement de l'appui américain à Chang, la réalité est assez différente, comme le montre cette lettre de Dulles au ministre des affaires étrangères de Formose: "L'usage de la force sera matière à accord conjoint et sujet à une action de caractère urgent qui soit clairement l'exercice du droit inhérent de self-défense". Ce qui, traduit en clair, signifie la fin de cette "petite guerre" que menait Chang à la Chine continentale. De fait, les bombardements de bases militaires ou l'envoi de guerillas en Chine populaire ont cessé depuis, et si la flotte de Chang continue de contrôler les cargaisons des navires qui passent dans le détroit de Formose, elle a cessé d'opérer des saisies.

Ce changement de la politique américaine dans le Pacifique ne découle certes pas de la préoccupation de "défendre la paix",

comme le confirment diverses déclarations de personnalité des milieux financiers ou industriels américains - dont le président de la commission du commerce extérieur. L'Amérique entend se tailler la part du lion dans l'exploitation des possibilités du marché chinois. Et il est bien certain, malgré l'hypocrite embargo, qu'elle a déjà commencé. Et ce qui est vrai pour l'Amérique, l'est à plus forte raison pour l'Angleterre qui a reconnu le gouvernement populaire, ou bien encore pour l'Allemagne.

Cette ouverture de vastes marchés de débouchés pour l'impérialisme pourrait apparemment nous amener à conclure que les révolutions anti-colonialistes n'auront conduit en fait qu'à un renforcement du capitalisme mondial. Et tout ceci semble entrer en contradiction avec la thèse que nous avons défendue jusqu'ici en affirmant le caractère ouvertement révolutionnaire de ces mouvements. Mais la contradiction n'est qu'apparente: s'il est vrai que nous avons aujourd'hui un renforcement de l'impérialisme, s'il est vrai que le stalinisme en s'attribuant frauduleusement le rôle de tuteur de ces révolutions a réussi à conserver un certain prestige vis à vis des masses, il n'en est pas moins vrai qu'à l'échelle historique la constitution de nouveaux Etats capitalistes puissants, capables finalement d'entrer en concurrence avec les Etats de l'impérialisme classique, conduira à son point crucial les antagonismes de la société bourgeoise, et constituera demain un des principaux facteurs d'une crise sociale d'une violence encore inconnue. L'élargissement, le développement, la généralisation du capitalisme à des pays régis jusqu'alors par des formes pré-capitalistes, signifie pour demain la généralisation et l'approfondissement de la lutte du prolétariat mondial.

### Conclusion.

Nous pouvons dire sans crainte d'exagération que les révolutions démocratiques-bourgeoises aux colonies constituent le seul fait "nouveau" - et d'une importance capitale - de cet actuel après-guerre. Les autres grandes manifestations historiques auxquelles nous avons assisté ne consistent en effet qu'en des changements quantitatifs: que ce soit le déclin de l'Europe, la croissance monstru-

euse de l'impérialisme américain, ou bien la promotion au rang de de second "Grand" de la Russie. En Asie au contraire nous avons assisté à des bouleversements profonds, à des changements véritablement qualitatifs. La révolution chinoise est, au sens marxiste du terme, une révolution.

Cette révolution, en effet, clôt définitivement une période de l'histoire chinoise, pendant laquelle survécut un mélange complexe de formes de production arriérées, pour ouvrir une nouvelle période historique: celle du développement du mode de production capitaliste, avec pour corollaire la constitution de la nation chinoise.

Certains pseudo-gauchistes continuent de soutenir qu'à notre époque impérialiste toute révolution à caractère national est vouée à l'échec, et que la naissance des nouveaux Etats asiatiques ne fait que refléter l'influence souterraine de l'impérialisme. Et ils arguent du fait qu'une "véritable" indépendance de ces jeunes pays vis à vis des puissants Etats impérialistes est impossible. Nous avons déjà réfuté une telle thèse en examinant les causes profondes des révolutions asiatiques et en montrant que leur victoire est bien plutôt le résultat de l'impuissance de l'impérialisme à étouffer ses propres contradictions, que celui de manoeuvres machiavéliques de l'un ou l'autre camp. Nous nous contenterons de réaffirmer que le critère marxiste d'évaluation d'une révolution réside dans l'évolution des rapports de production, et non dans des critères abstraits comme "l'indépendance". Or, malgré l'interférence indéniable de l'impérialisme, on ne peut nier les immenses progrès de l'industrialisation capitaliste sur le continent asiatique.

Et ce phénomène est indéniablement révolutionnaire, même si l'on se place au point de vue du prolétariat mondial, au point de vue de la révolution socialiste. Le processus d'industrialisation signifie l'expropriation des petits paysans et des artisans, c'est à dire la prolétarianisation croissante de la population; il signifie le développement considérable des forces de production, la construction de routes et de voies ferrées, la canalisation de cours d'eau, etc., c'est à dire la création de la base économique



indispensable à la transformation socialiste. De plus une Asie capitaliste constitue un facteur de crise économique supplémentaire au sein de la société bourgeoise: de marché de débouchés pour l'impérialisme occidental elle deviendra demain son concurrent, au moins en ce qui concerne le marché intérieur.

Il se peut bien que dans un avenir immédiat ce développement procure à l'impérialisme mondial un certain répit, une "détente", pour reprendre l'expression à la mode, propice aux fructueux échanges commerciaux. Mais la crise qui succèdera à cette détente tant vantée n'en sera que plus violente, que plus profonde. Et demain, dans toute l'aire asiatique, le prolétariat pourra intervenir en tant que classe indépendante, et lutter pour la révolution socialiste intégrale. Pour reprendre l'expression du Manifeste:

"Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers, résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables."

---:--:--:--:--:--

Le travail que nous commençons à publier est une exposition du Premier livre du "Capital", dans une forme en un certain sens différente de l'original. Ce n'est pas un résumé et encore moins une vulgarisation. L'étude de l'oeuvre fondamentale de Marx exige une préparation économique, historique et philosophique dont les résultats sont appliqués, en même temps. Ici la partie économique a été isolée dans une certaine mesure et seule développée.

La marchandise.

Une marchandise est un objet qui possède deux propriétés;  
 a) être utile, c'est à dire apte à satisfaire des besoins humains;  
 b) être susceptible de s'échanger contre d'autres marchandises.

Valeur d'usage: nous désignons par cette expression la propriété a). Correspond-elle à une grandeur susceptible de mesure quantitative ? Non, parce que la valeur d'usage d'une même marchandise varie suivant les circonstances de temps, de lieu et de personne. La valeur d'usage est donc une propriété qualitative qui ne peut être traitée comme une grandeur quantitative (I).

Valeur d'échange: nous désignons ainsi la seconde propriété de la marchandise, c'est à dire sa permutabilité. La valeur d'échange est-elle quantitativement mesurable ? Et si oui, à quelles grandeurs connues doit-on la ramener ? Nous répondons affirmativement à la première question, car, bien qu'à première vue une marchandise donnée permette d'effectuer de nombreux échanges isolés contre des quantités diverses d'autres marchandises, dans toutes ces relations il doit y avoir quelque chose de commun.

Quant à la seconde question, nous ne pouvons ramener la mesure de la valeur d'échange aux propriétés spécifiques qui définissent la valeur d'usage, comme la couleur, la saveur, la for-

me, la composition chimique, etc., car la marchandise peut s'échanger contre d'autres marchandises de valeurs d'usage quelconques, sans pour autant changer de valeur d'échange. Le caractère commun à diverses marchandises indifféremment échangeables ne peut être ramené qu'au fait qu'elles sont toutes des produits travail humain.

Nous nous proposons alors de mesurer la valeur d'échange en nous référant au travail, en tant que grandeur mesurable. Le travail humain ne peut être mesuré que comme temps de travail.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du temps de travail occasionnellement nécessaire pour produire une marchandise donnée - temps que mille circonstances peuvent faire varier, mais du temps de travail moyen nécessaire pour la reproduire tématiquement, c'est à dire du temps de travail socialement nécessaire.

La valeur d'échange est l'aptitude de la marchandise à être échangée contre d'autres marchandises dans un rapport donné, et c'est une grandeur mesurable.

Le nombre qui mesurera la valeur d'échange par rapport à une unité de mesure conventionnelle, est toujours proportionnel au temps de travail social moyen nécessaire pour produire une marchandise déterminée, c'est à dire que le nombre lui-même est donné par ce temps divisé par le temps de travail nécessaire pour produire l'unité de valeur d'échange.

La force productive du travail moyen varie avec les procédés de la technique. Lorsque la technique est améliorée dans un secteur donné de la production la valeur d'échange des mar-



chandises de ce secteur varie. Bien entendu elle varie également pour les marchandises restantes, produites par le système non perfectionné et avec un temps de travail plus long.

Par suite, on voit que même la formule: la valeur est du travail cristallisé, est erronée, et qu'il est nécessaire de formuler la loi dans les termes précis énoncés plus haut.

Dans la marchandise le travail est représenté sous une forme double: la valeur d'usage est en rapport avec la qualité particulière du travail employé; la valeur d'échange est en rapport avec la quantité de temps de travail humain générique nécessaire à la reproduire.

Lorsqu'on parle de temps et de force de travail on se réfère au travail simple, dont doit être distingué le travail complexe ou travail qualifié. Dans tout l'exposé, on réduit toujours le travail complexe au travail simple, comme on le verra mieux par la suite.

#### Forme de la valeur.

La marchandise a deux formes (c'est à dire se présente - peut être considérée - est traitée de deux manières, sous deux aspects): sa forme naturelle, le plus souvent physique et matérielle, et la forme valeur.

Et sous quelle forme nous apparaît la valeur? En pratique, empiriquement, comme donnée expérimentale, la valeur nous apparaît sous la forme argent, qui au fond est le prix. Il s'agit d'arriver à cette donnée pratique, familière à tous, par une analyse déductive qui parte de la simple propriété de s'échanger que possèdent toutes les marchandises, puisque nous avons établi qu'elles ont une

valeur (d'échange) dans la mesure même où elles peuvent s'échanger.

Nous partirons du fait le plus simple: l'échange entre deux lots de marchandises.

$$x \text{ marchandise A} = y \text{ marchandise B}$$

La valeur apparaît ici dans une première forme que nous appellerons simple ou particulière. Nous avons une égalité, avec deux membres. Bien que nous puissions, comme dans toute égalité quantitative, inverser les deux membres, les expressions  $x$  marchandise A et  $y$  marchandise B ont un caractère différent. Elles expriment la même quantité de valeur, mais la quantité  $y$  de la marchandise B sert à définir combien vaut la marchandise A. Pour cela nous appellerons le premier membre forme relative, le second forme équivalente.

$$\begin{array}{l} \text{Valeur de } x \text{ marchandise A} = \text{Valeur de } y \text{ marchandise B} = \text{Valeur V} \\ \text{forme relative} \qquad \qquad \qquad \text{forme équivalente de la valeur} \\ \qquad \qquad \qquad \qquad \qquad \qquad \qquad \text{(forme simple de la valeur)} \end{array}$$

Si nous voulions exprimer par un nombre la valeur absolue de la valeur V, c'est à dire l'exprimer suivant une unité de mesure générale, applicable à toutes les marchandises A, B, C, D, etc, nous ne pourrions le faire en partant des données de la formule simple. Nous pouvons en fait déduire de cette relation:

Valeur de  $x$  unités de marchandises A = valeur de  $y$  unités de marchandises B = valeur V, mais ceci ne nous permet pas de dire quelle est la valeur d'une unité (Kg, etc..) de A parce qu'elle dépend de la valeur de B. De plus la valeur de A comme celle de B peuvent changer par suite de variations du temps de travail nécessaire pour A et pour B; et alors le rapport  $y/x$  changera, et nous aurons donc diverses expressions de la valeur cherchée, c'est à dire que nous ne serons pas encore arrivés à la mesure absolue.

forme valeur totale ou développée.

Avec la forme simple la marchandise qui nous intéresse ne trouve qu'un seul équivalent, et nous ne parvenons pas à une mesure générale de la valeur. Faisons un pas de plus en avant, et supposons que nous connaissons tous les équivalents de la marchandise A, exprimés par les autres marchandises qui sont sur le marché.

Valeur de x marchandise A = Valeur de y marchandise B = Valeur de z marchandise C, etc., etc...

Pour avoir une idée de tout le marché (nous pensons à l'époque du troc) nous devons savoir écrire pour chaque marchandise la forme développée indiquée plus haut. S'il y a n marchandises, celle-ci se compose de n-1 égalités, et en tout il y a n(n-1) égalités. Par exemple pour 10 marchandises nous devons connaître 90 relations.

### Forme valeur générale.

Les n(n-1) ou les 90 relations ne sont pourtant pas toutes indépendantes, et sont toutes contenues dans les n-1 ou les 9 de la forme développée. Nous n'avons alors qu'à renverser celle-ci et référer la valeur de toutes les autres n-1 marchandises à celle de la marchandise A devenue équivalent unique ou équivalent général, et nous aurons:

y marchandise B = z marchandise C = m marchandise D..... = x marchandise A.

En pratique ceci signifie que, le troc s'étant généralisé, pour ne pas avoir à se souvenir de 90 relations, on a élevé une marchandise au rang d'équivalent commun de toutes les autres.

Nous n'avons pas encore une expression absolue de la mesure ou de la quantité de valeur, mais nous en avons une mesure pour ainsi dire officielle, exprimée par la quantité de la marchandise équivalent qui correspond à chaque marchandise spéciale. Ainsi les sauvages par exemple, font le commerce des bestiaux et autres en exprimant la valeur en livres de sel.

Avec le développement du commerce la marchandise équivalent remplit non seulement une fonction mnémotechnique, mais encore s'échange en fait contre toutes les autres marchandises, le contact direct entre les échangeurs individuels ayant disparu. La forme simple (par exemple: 1 vache = 3 chèvres) ne se réalise plus mais on a l'échange entre une vache et 30 livres de sel, puis entre 10 livres de sel et une chèvre. Ou bien le commerçant s'interpose entre celui qui vend la vache et celui qui vend la chèvre, car ils peuvent être tous deux matériellement distants; et le com-



merçant porte sur lui la marchandise ou l'équivalent sel pour rapprocher tout le monde. Le sel ne circule plus seulement pour être consommé, mais beaucoup plus fréquemment pour faciliter la circulation de toutes les autres marchandises.

Il est nécessaire, toutefois, que la marchandise équivalent soit facile à transporter, peu volumineuse, absolument inaltérable. Ces qualités se trouvaient réunies dans l'or qui est devenu l'équivalent général, et nous passons ainsi à la forme argent de la valeur.

#### Caractère historico-social de la question.

Parvenu à ce stade de l'analyse de la valeur, Marx insère un chapitre sur "le caractère fétiche de la marchandise". Ce chapitre a un caractère historique et polémique et il présuppose une énonciation de la doctrine du déterminisme économique qui n'entre pas dans l'objet du "capital", mais est inséparable de la doctrine marxiste sur le caractère de l'économie capitaliste.

Ce chapitre ne constitue pas une digression, et il ne s'agit pas ici d'en donner un résumé, alors qu'il faudrait plutôt lui donner le plus large développement.

En faisant l'analyse des formes de la valeur nous avons appliqué à la question la méthode scientifique positive. Mais l'objet de notre recherche n'était pas constitué pas des faits de caractère absolu et immanent, comme par exemple la nature des éléments chimiques, découverte en 1800, mais valable aussi bien pour discuter les conditions de la nébuleuse originelle, que celles du futur lointain de l'univers. Nous avons dû aller sur le terrain historique pour expliquer les étapes de notre recherche, en liant la forme simple de la valeur à l'époque du troc en nature, la forme générale à celle du commerce, etc... Donc les résultats auxquels nous tendons n'ont pas un caractère immanent, mais sont relatifs aux diverses époques et degrés de développement de la société.

Reconnaître dans le travail et dans le temps de travail la mesure des quantités de valeur ne saurait suffire sans une analyse qui applique cette clé aux diverses économies.

Ce qui est acquis pour la première fois par la recherche marxiste, c'est que la valeur d'échange n'est pas une propriété absolue des choses, mais le reflet des rapports d'organisation sociale. Les objets sont des marchandises parce qu'il existe un système déterminé de rapports entre les hommes qui les produisent et les consomment. De plus il est naturel que les économistes qui nous ont précédés voient au contraire dans la marchandise une donnée première, car ils prennent pour des rapports définitifs et naturels ceux-là même qui correspondent à la société dans laquelle ils vivent et aux intérêts des classes qu'ils représentent. Et Marx développe ici notre doctrine, qui fait dépendre les opinions du stade de développement de l'économie sociale et de la lutte des classes.

Avant tout, la polémique contre les économistes traditionnels ne s'engage pas sur un terrain qui soit commun à l'un quelconque d'entre eux, et ils jouent le rôle d'objets passifs de la recherche, plutôt que celui de collaborateurs, ou même d'adversaires. Nous ne nous préoccupons pas de ce qu'ils pourront alléguer ultérieurement, et ceci même pendant un très long avenir: de même les fondateurs de la mécanique et de l'astronomie modernes ne considèrent pas les développements bibliques ou péripatéticiens comme un matériel de travail. Si l'on ne saisit pas ceci il est inutile d'espérer comprendre comment l'analyse, partant du fait minime de la permutation de deux objets, parvient à la doctrine de la plus-value qui doit fournir la clé de l'interprétation positive et historique du mécanisme productif contemporain.

Nous dépouillons donc la marchandise de son caractère fétiche en découvrant les lois qui lui assignent une valeur et nous fournissent le moyen de la mesurer, dans les relations entre les hommes et les groupes d'hommes pour lesquels il s'agit de marchandises et de valeurs.

(Le chapitre II, "le procès de l'échange", est implicitement résumé dans les considérations historiques indiquées parallèlement au passage de la forme simple à la forme monnaie).

La circulation . Valeur et prix.

Nous avons cherché à considérer la valeur comme une quantité mesurable, afin de la traiter par la méthode scientifique et découvrir les lois qui lui sont relatives. Nous avons posé comme hypothèse que la quantité valeur est proportionnelle au temps de travail social moyen. En procédant à l'analyse des faits expérimentaux nous avons appliqué et vérifié l'hypothèse. Nous sommes parvenus jusqu'à la marchandise équivalent général et un nouveau pas en avant nous a fait passer à la monnaie.

Nous laissons de côté les observations sur le mono ou le bi-métallisme.

L'or par sa quantité et par son poids, exprimés dans la terminologie monétaire, indique donc avec une certaine unité de mesure la valeur des marchandises.

En conclusion nous avons ramené la mesure cherchée à la valeur de l'or, c'est à dire, selon notre hypothèse, au temps de travail nécessaire pour produire l'or. Si bien que le terme de comparaison est variable, et il peut donc se produire des oscillations générales, faciles à interpréter.

Le prix exprime le rapport entre la valeur de la marchandise considérée et la valeur de l'unité d'or (par exemple, selon le rapport originel: livre = sterling).

Ou, ce qui est la même chose, le prix, selon nous, exprime le rapport entre le temps de travail nécessaire pour la marchandise et le temps de travail nécessaire pour la livre d'or.

Lorsque nous parlons de temps de travail nécessaire, nous tenons à le distinguer du temps de travail qui a été effectivement exigé dans tel cas spécifique; ce temps là peut être supérieur ou inférieur par suite d'erreurs ou de secrets de fabrication du producteur. En outre, par suite d'autres considérations, le prix peut exprimer plus ou moins que la valeur abstraite de la marchandise à cause de circonstances exceptionnelles de l'aliénation.

Si par exemple, tout en employant le temps moyen nécessaire, tous les producteurs fournissent un marché donné d'une quantité de la marchandise  $x$  excédant la consommation, mettons de 20%, à la suite d'une erreur dans la division sociale du travail, ces 20% seront perdus. Et ceci pourra également se manifester sous la forme d'une baisse provisoire du prix au-dessous de la valeur, chaque producteur faisant un rabais de 20% de son temps de travail, comme dans le cas où, par suite de mala dressés, il aurait employé 6 heures au lieu de 5. Le cas inverse peut également se présenter, c'est à dire une hausse du prix au-delà de la valeur.

On ne doit pas confondre ce cas avec celui d'une baisse des prix comme conséquence de nouvelles inventions techniques qui diminuent le temps de travail nécessaire; car dans ce cas c'est la valeur elle-même qui a baissé et qui ne remontera plus. Dans les cas précédents, des phénomènes connus, provoquant l'ouverture de nouvelles entreprises ou la fermeture des vieilles, tendent à niveler valeurs et prix.

(Le cheval vainqueur du Derby a un prix très élevé parce que parmi 20 chevaux concurrents, qui ont absorbés des soins égaux (temps de travail), un seul peut remporter ce prix. Le bénéfice d'un éleveur compense les pertes des 19 autres, mais ceci n'empêche pas que subsiste la relation entre la valeur d'un cheval et le temps de travail absorbé par son élevage. Il s'agit seulement d'une production qui pour des raisons techniques ne donne pas une série d'objets égaux, mais des produits très différents par suite de circonstances imprévisibles au début de l'entreprise).

On peut donc parler d'une quantité de valeur qui ne coïncide pas nécessairement avec la forme prix, mais qui en est la base, le prix pouvant osciller au-dessus ou au-dessous de la valeur. Une recherche opportune réussira à la déterminer.

De même dans les sciences physiques, il est difficile d'établir à première vue la masse d'un corps donné, d'une boule de bois par exemple. On sent que celle-ci tend à tomber, et on en mesure le poids: mais il varie suivant que nous sommes



au pôle ou à l'équateur, au niveau de la mer ou en montagne, dans le vide ou dans l'air, et enfin il devient même négatif si l'on plonge la boule dans l'eau. Ceci n'empêche pas que la quantité constante de masse soit mesurable, et que l'on puisse l'employer pour formuler les lois qui élucideront les raisons de toutes ces variations de poids, qui auparavant se présentaient comme un amas de données contradictoires. Un affinement ultérieur des résultats scientifiques, qui établit que la masse d'un corps en mouvement varie en même temps que sa vitesse, n'empêche pas que c'est à bon droit que l'on a introduit et traité cette grandeur dans le domaine des phénomènes considérés dans la recherche.

La science mécanique naquit lorsqu'on sut mesurer la masse, donnée qui dans un certain sens n'est ni concrète ni sensible, la science économique naît avec la mesure de la grandeur valeur, tandis que l'on ne fait pas oeuvre scientifique si l'on prétend devoir se limiter à connaître et enregistrer les prix contingents, sous le prétexte que ce sont eux seulement qui se mesurent et s'expriment en chiffres.

Poursuivons maintenant l'analyse du marché en examinant le chemin suivi par la marchandise. Le possesseur la porte sur le marché, la cède contre une certaine quantité d'argent qui ne lui sert pas à son usage propre, mais seulement à acheter une autre marchandise. Le cycle est: Marchandise - Argent - Marchandise (M - A - M). La seconde partie de ce cycle (A - M) est, pour le possesseur de l'autre marchandise, la première partie (M - A) d'un autre cycle, et ainsi de suite, indéfiniment. L'ensemble de tous ces cycles, dont chacun a une moitié commune avec un autre, représente la circulation, suivant le schéma:

$M_1 - A - M_2 - A - M_3 - A - M_4 - A - \text{etc.}$

### Cours de la monnaie.

Dans le mouvement de circulation de la marchandise, l'argent passe à son tour de main en main; mais tandis que chaque marchandise arrive sur le marché de l'extérieur pour en sortir aussitôt, l'argent au contraire y demeure constamment.

Il n'est évidemment pas nécessaire que l'argent en circulation soit égal à la somme des prix de tous les "achat-vente" individuels; au contraire, chaque fragment d'or circulant plusieurs fois, une somme inférieure suffit. On appelle vitesse de circulation dans un temps donné le quotient de la somme de tous les prix (chiffre des affaires) pratiqués dans ce temps, par la masse d'argent disponible.

On doit noter, au sujet de la monnaie, le passage de la forme où l'on utilise l'or pur à la forme de la monnaie en or, dont le poids peut être inférieur à la valeur théorique, puis à la petite monnaie d'argent et de métaux non-nobles avec une valeur en partie conventionnelle, et enfin à la monnaie de papier avec une valeur purement figurative: toutes formes qui, dans des conditions normales, n'altèrent en rien les rapports de circulation entre l'argent et les marchandises.

L'argent peut de plus assumer d'autres fonctions, outre celles de mesurer la valeur des marchandises ou de servir de véhicule à leur échange. Ces formes sont: la thésaurisation ou accumulation; le dépôt pour faire front à des paiements anticipés ou retardés par rapport au moment où la marchandise change de possesseur (jeu du débit et du crédit); la monnaie universelle ou élément de compensation pour les échanges entre nations, dans lesquels les transferts d'or compensent les déséquilibres des balances commerciales, l'or étant, en ce sens, l'unique monnaie effectivement valable dans le monde entier. Aujourd'hui - chose qui n'existait pas au temps de la recherche de Marx, ce n'est plus l'or seulement qui est capable d'assumer une validité mondiale, mais une monnaie de papier également: le dollar, qui circule sans s'échanger contre les autres monnaies nationales.

L'étude détaillée de ces phénomènes économiques n'est pas indispensable avant de procéder à celle de la transformation de l'argent en capital, qui se trouve au point de départ des lois de la circulation qui met en jeu la marchandise et l'argent.

Note (I).

Il est particulièrement important de traiter de grandeurs quantitativement mesurables dans la recherche scientifique. Le but de toute science est l'exposition organique d'un groupe donné de faits ou de phénomènes acquis par notre expérience, de manière à mettre en évidence les relations qui existent constamment entre ces faits eux-mêmes. L'expérience scientifique de telles relations s'appelle loi. La forme la plus complète et la plus satisfaisante d'une loi scientifique est celle d'une relation entre quantités mesurables (formule mathématique). Pour qu'une grandeur soit mesurable il faut pouvoir la référer à d'autres grandeurs déjà connues, et c'est la loi elle-même qui sert de fondement à cette référence. Exemple: on sait mesurer l'espace (longueur) en mètres, le temps en secondes, on mesure la vitesse en prenant pour unité une vitesse d'un mètre à la seconde; et l'on applique la loi: vitesse = espace/temps.

Certaines lois traduisent des relations, correspondant à l'expérience, entre des grandeurs déjà toutes connues; nous avons alors véritablement une nouvelle découverte. D'autres, comme celle que nous avons donnée comme exemple, se réduisent à introduire déductivement une nouvelle grandeur, et elles ont la valeur de conventions théoriques. Toutefois, l'application aux phénomènes de leurs conséquences logiques décidera de leur validité. Ainsi par exemple, avec l'hypothèse atomique on introduisait la notion d'une grandeur "poids atomique", et alors que pendant longtemps on pensa que ce n'était qu'un expédient commode pour faire cadrer les formules chimiques, les études ultérieures sur des données expérimentales permirent d'accepter la réalité de l'existence des atomes et de déterminer leur poids absolu et leur poids relatif à l'unité hydrogène.

En anticipant sur une conclusion qui pourra faire partie de recherches sur la "théorie de la connaissance" dans le système marxiste, nous pouvons également relever que le fait de traiter les entités qui font l'objet de la recherche par des mesures numériques et des relations mathématiques établies entre leurs mesures quantitatives, conduit à rendre moins individuelles, plus impersonnelles, les notions et les relations ainsi que leur maniement, et leur donne une valeur collective. La simple estimation qualitative contenue dans des jugements ou des résultats communiqués dans le langage commun, garde l'empreinte personnelle dans la mesure où les mots et leurs rapports prennent une valeur qui change d'un homme à un autre suivant ses tendances et prédispositions matérielles, émotives et intellectuelles. Tous les jugements et les principes moraux, esthétiques, religieux, philosophiques ou politiques, communiqués et diffusés par la voix ou l'écrit sont donc personnels et subjectifs. Les systèmes de chiffres et les relations entre les symboles mathématiques (algorithme), avec lesquels ont peu de familiarité même les personnes qui se prétendent cultivées, tendent à établir des résultats valables pour tous les chercheurs, ou que l'on peut du moins étendre à de plus vastes domaines sans qu'ils soient facilement déformés par des interprétations particulières.

Ce passage, dans l'histoire de la société et de ses connaissances, n'est certainement pas aisé; il est ardu et difficile, et jalonné de retours en arrière et d'erreurs, mais c'est dans ce sens que se constitue la méthode scientifique moderne.

L'examen des "algorithmes" modernes qui ont atteint une puissance telle qu'ils peuvent travailler et progresser "pour leur propre compte" et dans un certain sens en dehors de la conscience et de l'intelligence, comme de véritables "machines" à connaître, aura un très grand intérêt dans le but de donner une valeur objective réelle et matérielle à la connaissance humaine. Leur science devient non plus le fait du "je", mais un fait social. Le "Je" théorique, comme l'économique ou le juridique doit être abattu!

Marx voulut traiter par la méthode scientifique les faits de l'économie humaine, d'une manière comparable à ce que la science et la philosophie bourgeoises avaient fait pour les faits de la nature physique.

Il n'usa pas explicitement d'un algorithme, parce qu'il pensait et travaillait, exposait et combattait tout en même temps, et en plus des armes de l'époque moderne il devait et il sut user de celles qui permettaient à l'ennemi de résister: la polémique, l'éloquence, l'invective, le sarcasme, sous lesquels il abattit tant de fois les contradicteurs.

C'est dans le fracas de cette bataille que s'est construite la nouvelle science de la société et de l'histoire.

Maintenant il s'agit de dépasser un premier point: pour faire une science de la valeur, que cela plaise ou non aux économistes en mal de philosophie, il est nécessaire d'introduire une mesure, de même que Galilée et Newton ne purent faire une science de la gravité qu'en mesurant des masses, des accélérations et des forces. La fécondité de la nouvelle méthode, qui toutefois apporte des solutions susceptibles de développements futurs plus grandioses et ne conduit pas à ces "vérités absolues" étrangères à la science, écrasa et enterra définitivement les méthodes erronées du passé vis à vis de tels problèmes.